ISSN 0024-7650

Le journal d'Arlette Laguiller

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

lutte ouvrière

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Hebdomadaire - paraît le vendredi - n° 2306 - 12 octobre 2012 - **Prix: 1 €** - DOM: 1,50 €

Le gouvernement capitule devant le patronat

Imposons les exigences des travailleurs

M 06189 - 2306 - F: 1,00 €

Afrique du Sud

p. 8

La lutte des mineurs continue

SOMMAIRE

Leur société

p. 4 ■ Valls à la manœuvre
■ Le drame d'Echirolles
■ BAC de Marseille
p. 5 ■ 40 milliards pour les patrons
■ Faux pigeons
■ Taxe de 35 euros pour les justiciables
p. 6 ■ Mediator, le scandale continue
■ Amiante, manifestons
p. 10 ■ Île de la Réunion : Quelle politique pour le PCR ?
■ Projet de loi contre la vie chère
p. 11 ■ Les réformes dans l'éducation
■ Enseignement professionnel
■ Patriotisme industriel...
p. 16 ■ Traité européen
■ Qui a volé le pain au chocolat de Copé ?

Le meeting de Lutte Ouvrière

■ Nathalie Arthaud, le 5 octobre, à Montreuil (extraits)
■ Jean-Marie Nomertin
■ Jean-Pierre Mercier

Dans le monde

p. 8-9 ■ Venezuela, Chavez reste aux commandes
■ Afrique du Sud, la grève des mineurs continue
■ Régulation de la spéculation
p. 16 ■ Grèce, l'austérité continue ses ravages

Dans les entreprises

p. 12 ■ Sanofi veut réduire ses effectifs
■ TRW Ramonchamp (Vosges)
■ Schaeffler Calais
p. 13 ■ PSA - Aulnay-sous-Bois (93)
■ Renault, PSA, Hollande et la « compétitivité »
■ L'emploi en Savoie
p. 14 ■ La Poste - Paris 14 ; France Telecom Rennes ; Hôpital de Nanterre (92)
p. 15 ■ Fralib – Aubagne (Bouches-du-Rhône)
■ Guy Dauphin Environnement – Rocquancourt (Calvados)
■ JPM Moulins (Allier)

FÊTES RÉGIONALES DE LUTTE OUVRIÈRE

GRENOBLE

Samedi 20 octobre à partir de 15 h
L'Heure bleue, avenue Jean-Vilar à Saint-Martin-d'Hères

LE MANS

Samedi 20 octobre à partir de 17 h
salle Pierre-Guédou rue du Pont

ORLÉANS

Samedi 20 octobre de 14 h 30 à minuit
salle Eiffel, 15, rue de la Tour-Neuve

LO

ANGOULÊME

Dimanche 21 octobre de 12 h à 19 h
au Logis de Chantoiseau, place de Chantoiseau Saint-Michel

DIJON

Dimanche 21 octobre à 12 h
Maison de Marsannay à Marsannay-la-Côte

Allocution de Nathalie Arthaud à 15 h

REIMS

Samedi 27 octobre à partir de 15 h
salle Rossini, devant le centre commercial Courlancy

Allocution de Nathalie Arthaud

Versez à la souscription de Lutte Ouvrière

Il faut qu'il y ait dans ce pays des militants, un parti qui continuent à défendre les idées de lutte de classe et la perspective d'une transformation révolutionnaire de la société, en un mot les idées communistes. C'est le combat que veut mener Lutte Ouvrière, un combat qui nécessite beaucoup d'énergie militante, mais aussi bien sûr de l'argent.

Pour financer ses activités dans la période qui vient, Lutte Ouvrière ne peut compter que sur ses militants, ses sympathisants, sur tous ceux qui partagent avec nous la conviction qu'il faut mettre fin à l'organisation sociale actuelle basée sur l'exploitation, le profit privé et la concurrence. C'est à eux que nous faisons appel aujourd'hui pour verser à notre souscription.

Merci d'adresser vos dons par chèque libellé à l'ordre de : **Association de financement du parti Lutte Ouvrière** en les envoyant à l'adresse suivante :
LUTTE OUVRIÈRE BP 233 75865 PARIS CEDEX 18

Merci aussi de nous indiquer lisiblement vos nom, prénom et adresse, pour nous permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit.

En effet, les dons à un parti politique, plafonnés par la loi à 7 500 euros par an, donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme.

L'association de financement du parti Lutte Ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. Les dons d'une personne physique à un parti politique sont plafonnés à 7 500 euros par an. Tout don supérieur à 150 euros doit être versé par chèque. Seuls les dons versés par chèque ouvrent droit à la réduction fiscale prévue par la loi.

LUTTE OUVRIÈRE
Union Communiste (Trotskyste)
membre de l'Union Communiste Internationaliste

L'Union Communiste trotskyste qui publie Lutte Ouvrière, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir pour l'humanité menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle divisée en classes sociales, qui repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte Ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron – 6, rue Florian 93500 Pantin – Téléphone : 01 48 10 86 20 - SARL au capital de 7 622,45 euros, durée cinquante ans à partir du 1er janvier 1970 – Gérant : Michel Rodinson. Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson. – Tirage : 12 000 exemplaires. Impression : Rotos-Presse Numeris, 36, boulevard Robert-Schumann 93190 Livry-Gargan. – Commission paritaire des publications n° 1014 C 85576.

Lutte Ouvrière c/o Editions d'Avron 6, rue Florian - 93500 Pantin. Lutte Ouvrière (Ile-de-France) c/o Editions d'Avron 153-155 Avenue Jean-Lolive - 93500 Pantin. Téléphone : 01 48 10 86 20 - Télécopie : 01 48 10 86 26

SUR INTERNET

www.lutte-ouvriere.org
www.union-communiste.org
contact@lutte-ouvriere.org

Lutte Ouvrière l'hebdomadaire
www.lutte-ouvriere-journal.org

Lutte Ouvrière multimédia
(télé, radio, CLT)
www.lutte-ouvriere.org/multimedia

Lutte Ouvrière audio
(version parlée de nos textes)
www.lutte-ouvriere-audio.org

La lettre d'information hebdomadaire par e-mail
Abonnez-vous gratuitement

Adresser toute correspondance à :
LUTTE OUVRIÈRE - BP 233 - 75865 PARIS CEDEX 18

ABONNEZ-VOUS ! à Lutte Ouvrière et Lutte de Classe

Nom : .....Prénom : .....
Adresse : .....
Code postal : .....Ville : .....
Ci-joint la somme de : .....
par chèque à l'ordre de Lutte Ouvrière
ou virement postal : CCP 26 274 60 R PARIS

Tarif des abonnements	*Lutte Ouvrière*		*Lutte de Classe*
Destination :	*6 mois*	*1 an*	*1 an*
France, DOM-TOM	*18 €*	*35 €*	*15 €*
DOM-TOM avion	*25 €*	*50 €*	*21 €*
Europe, Afrique, Proche et Moyen-Orient	*30 €*	*60 €*	*20 €*
USA, Canada	*35 €*	*70 €*	*22 €*
Autre Amérique, Asie, Océanie	*43 €*	*85 €*	*25 €*
Envois sous pli fermé : tarifs sur demande			

Éditorial

Face à la crise
Imposer les mesures vitales pour les travailleurs

À mesure que s'aggrave la crise de l'économie capitaliste, s'intensifient les coups du patronat contre les travailleurs. On ne compte plus les projets de licenciements, conséquence ou pas des fermetures d'entreprises. Le pouvoir d'achat des travailleurs diminue car les salaires ne suivent pas les hausses de prix, sans même parler des prélèvements supplémentaires. La précarité tend à devenir la règle : trois quarts des nouveaux embauchés le sont en intérim ou en CDD.

Il ne faut pas s'en étonner. Le capitalisme des temps de crise, c'est la guerre de tous contre tous : des capitalistes entre eux, des grandes entreprises contre leurs sous-traitants ou leurs fournisseurs. Et c'est surtout la guerre de tout le patronat, du plus petit au plus grand, contre les salariés.

Avec un marché en berne, le patronat s'efforce de maintenir ses profits et les dividendes versés aux actionnaires en volant les travailleurs. Ne nous faisons pas d'illusions : cette guerre n'est pas finie, elle risque au contraire de s'aggraver !

Après environ cinq mois de pouvoir de Hollande, il est évident que les travailleurs ne peuvent compter sur aucune protection, ni même aucune solidarité de la part du gouvernement. Un Montebourg a beau s'agiter, multiplier les discours, il n'a pas annulé un seul plan de licenciements, d'ArcelorMittal à PSA en passant par Doux, Fralib et bien d'autres. En revanche, le gouvernement s'est aplati devant la fronde des patrons refusant que les bénéfices réalisés en vendant leur entreprise puissent être taxés au même taux que l'impôt sur le revenu des salariés.

Au nom de la nécessité de rembourser la dette que l'État a faite pour aider les banquiers et le grand patronat, le gouvernement vient d'annoncer un plan d'austérité au moins aussi sévère que ceux de Sarkozy. Et d'autres projets sont en cours qui se traduiront tous par une baisse du pouvoir d'achat des salariés, comme ce projet d'augmenter très fortement la CSG.

Il faut améliorer la compétitivité, affirment le grand patronat et le gouvernement. Mais la compétitivité, c'est la concurrence entre capitalistes avec la peau des travailleurs. Il est même des dirigeants syndicaux qui, toute honte bue, reprennent le mot et en acceptent l'objectif. Ceux qui le font montrent par là qu'ils sont bien plus proches du grand patronat que des travailleurs et de leurs intérêts.

La classe ouvrière n'a pas à accepter d'être de la chair à canon dans la guerre que se mènent les capitalistes. La seule guerre qui compte est celle que le monde du travail doit mener aussi bien contre le grand patronat que contre le gouvernement pour défendre ses conditions d'existence, pour défendre l'emploi et le pouvoir d'achat.

Pour résister à l'offensive du grand patronat et pour la repousser, il faudra une lutte massive de l'ensemble de la classe ouvrière. Une telle lutte ne se déclenche pas artificiellement. Mais le patronat et le gouvernement finiront par nous y acculer.

Il faut bien sûr se saisir de toutes les occasions offertes par les confédérations syndicales. Malheureusement, la CGT a été la seule à prendre ses responsabilités en cette rentrée, en appelant à manifester le 9 octobre. Encore n'a-t-elle pas eu le courage de mettre en avant dans son appel les objectifs concernant directement les travailleurs ! Elle préfère revendiquer une « nouvelle politique industrielle ». Mais à qui ses propositions peuvent-elles être adressées, si ce n'est au patronat qui possède les grandes entreprises ?

Le rôle des organisations syndicales n'est certainement pas de devenir des conseillers du grand patronat, de plus des conseilleurs que personne n'écoute. Leur rôle, c'est d'avancer les revendications vitales des salariés face à la crise.

De nombreux travailleurs n'en ont pas moins saisi l'occasion de manifester le 9 octobre. Ils ont ainsi montré qu'ils sont dans ce pays des dizaines de milliers à être conscients que face au patronat, seule la lutte collective peut payer, et que face à un gouvernement de gauche, ils ne resteront pas l'arme au pied.

Contre le chômage, la seule mesure efficace du point de vue des travailleurs est l'interdiction des licenciements et la répartition du travail entre tous sans diminution des salaires. Il faudra un mouvement général de l'ensemble de la classe ouvrière pour l'imposer et de ce point de vue, même si ceux qui se sont mobilisés le 9 octobre étaient minoritaires, leur mobilisation est un gage pour l'avenir.

Dans cette période d'aggravation de la crise, l'avidité du patronat et la couardise du gouvernement vis-à-vis des patrons petits et grands, pousseront inévitablement les travailleurs à se défendre collectivement et massivement. Ils seront alors en position d'imposer les mesures vitales pour eux face à la crise.

• De Sarkozy à Hollande

La continuité de l'appareil d'État

Face aux attaques de l'UMP qui l'accuse de remplacer les hauts fonctionnaires, patrons des entreprises publiques, etc., en poste sous le précédent gouvernement, par des proches du Parti socialiste, le gouvernement se défend de s'être livré à cette « chasse aux sorcières ». Ainsi, « *seuls les directeurs, préfets et recteurs considérés comme trop ouvertement liés au pouvoir sarkozyste ont été éloignés. Nombre de personnalités marquées à droite conservent, à l'arrivée, leurs positions* » commente le journal *Le Monde*. Et Hollande de se vanter d'avoir respecté l'engagement de sa campagne électorale d'un « État impartial ».

Il n'y a pourtant pas de quoi se vanter. Car tout ce que cela montre, c'est que, pour l'appareil d'État, entre le gouvernement de Hollande et celui de Sarkozy, c'est la continuité, pas le changement. D'élection en élection, les gouvernements changent, mais pas les hauts fonctionnaires, ni les magistrats, les policiers, les chefs militaires, les diplomates, etc. Et ce sont aujourd'hui à peu de choses près les mêmes hauts fonctionnaires qui préparaient les dossiers des ministres de Sarkozy-Fillon qui préparent aujourd'hui ceux des ministres de Hollande-Ayrault, les mettent en forme et les font – ou pas – appliquer. Cherchez la différence !

J.J.L.

• Après Guéant, Valls à la manœuvre

Une démonstration sécuritaire

Après Valls et Hollande, Ayrault a accroché son wagon à la locomotive de la « lutte contre le terrorisme ». Mardi 9 octobre, dans une déclaration solennelle, il a enfilé toutes les perles habituelles en la matière affirmant que l'État sera « sans faiblesse », qu'il est « le garant de la cohésion nationale » et « de la sécurité », remerciant les « autorités religieuses » et louant les forces de police.

Le Premier ministre s'est fait ainsi une petite place dans le torrent d'articles et de déclarations sur une menace terroriste islamiste. Ayrault reste loin derrière Valls toutefois, tant cette suractivité médiatique ressemble à une campagne promotionnelle du ministre de l'Intérieur.

Au départ de l'affaire, il y a eu l'attaque d'une épicerie cachère de Sarcelles, en région parisienne, qui aurait conduit la police sur la piste d'une « cellule terroriste ». Après l'affaire Merah à Toulouse, en mars, celui-ci aurait en effet suscité des vocations parmi la jeunesse des banlieues. Il est triste que des jeunes en révolte contre la société se tournent vers des idées réactionnaires et vers l'antisémitisme, au point de passer à l'acte. Mais pour le gouvernement actuel, comme pour le précédent, c'est surtout une occasion à saisir pour faire étalage de sa force.

Sous Hollande, comme sous Sarkozy, ce sont les mêmes ficelles : la lutte contre le terrorisme islamiste est l'occasion de se présenter en combattant de l'ordre. À défaut de régler les problèmes réels de la population, les ministres font des discours musclés sur ses fantasmes supposés. Après les Roms, ce sont donc les terroristes islamistes qui sont remis au goût du jour. Faute d'empêcher le taux de chômage de monter, on peut toujours médiatiser des descentes de police.

Ainsi Valls endosse le rôle de Guéant et Hollande celui de Sarkozy. Cela ne serait que lamentable, si ce n'était criminel. Car ces préjugés réactionnaires, ce mélange d'encens religieux, de gourdin policier et de conversations d'après boire, ces mensonges sans cesse répétés, finissent par empuantir l'atmosphère. Loin de faire reculer les idées réactionnaires, idées dont l'intégrisme islamiste n'est qu'une des facettes, le gouvernement contribue à les renforcer.

Paul GALOIS

• Après le drame d'Échirolles

Des discours déjà entendus…

Des milliers de personnes se sont regroupées mardi 2 octobre à Échirolles, au cours d'une marche blanche, pour témoigner aux familles des deux jeunes assassinés quelques jours auparavant par une bande dans un parc de la ville, leur émotion et leur solidarité.

De très nombreux jeunes étaient présents, mais également des gens de tous les âges, en fauteuil, avec des cannes, de toutes les origines, sans aucun communautarisme, portant des photos de Kévin et Sofiane ou des cartes blanches avec le dessin d'une colombe et un slogan : non à la violence !

Bien sûr, la population est indignée et choquée par ces actes criminels d'une rare violence. Les politiciens se sont d'ailleurs empressés de multiplier les déclarations de fermeté et les promesses d'amélioration aux habitants des quartiers Sud de l'agglomération grenobloise.

La zone appelée la Villeneuve est à cheval sur deux communes, Grenoble et Échirolles. Ce vaste ensemble de plus de 25 000 habitants englobe des quartiers gravement sinistrés par le chômage et la misère, avec 40 à 50 % des jeunes sans travail. Comme partout dans le pays, les écoles, collèges, lycées, MJC, centres de santé et centres sociaux du secteur ont été fragilisés par des suppressions massives de postes et des coupes claires de crédits. La prise en charge de jeunes en difficulté scolaire ou déscolarisés, parfois sans repères, sans cadre familial, nécessiterait pourtant une mobilisation de plus en plus importante de tous ces organismes. Et les professionnels de ces secteurs, particulièrement dévoués et compétents, ne peuvent, bien malgré eux, pallier ce manque d'effectifs et de crédits.

D'ailleurs, pendant que tous les médias se focalisaient sur cet horrible fait divers, les parents d'élèves de l'école Françoise-Dolto, un quartier populaire d'Échirolles voisin de la Villeneuve, étaient encore mobilisés (et ce depuis la rentrée) pour obtenir l'ouverture d'une classe supplémentaire en maternelle, leurs enfants étant actuellement à 29 par classe.

Depuis 2009, le chômage s'est gravement renforcé. Avant de procéder à 600 licenciements, l'entreprise Caterpillar avait d'abord licencié 400 intérimaires, dont beaucoup étaient des jeunes de ces quartiers de la Villeneuve.

Valls et Hollande ont promis la création d'une Zone de sécurité prioritaire, et donc le renforcement des moyens policiers, promesses qu'avaient faites avant eux Hortefeux et Sarkozy. Mais la situation sur le terrain n'a pas changé depuis, et elle s'aggrave même. En effet, après le discours de Grenoble de Sarkozy en juillet 2010, prononcé après trois nuits d'émeutes suite à une fusillade où un jeune du quartier venant de braquer le casino d'Uriage avait trouvé la mort, des effectifs supplémentaires avaient bien été apportés sur le terrain, à grand renfort de publicité. Mais cela n'a pas duré. D'après FO police, il y a aujourd'hui huit policiers en moins que lors de la venue de Sarkozy.

Le maire d'Échirolles a quant à lui expliqué dans *Le Dauphiné libéré* que sur l'ensemble de la zone Sud grenobloise, qui englobe les quartiers sud de Grenoble, dont la Villeneuve, Échirolles ainsi que les villes de Saint-Martin-d'Hères et de Gières, il n'y avait aujourd'hui que quarante policiers pour 150 000 habitants, dont seulement quinze de terrain.

Les politiciens de droite comme de gauche ont toujours promis, après de tels faits divers, un renforcement de la « sécurité », promesse qu'ils sont incapables de tenir, pour autant même qu'elle puisse améliorer vraiment la situation et empêcher des drames comme celui de Kévin et Sofiane. Ils parlent aussi d'assurer un avenir aux jeunes de ces quartiers. Mais qui peut encore croire à ces phrases ? Ce gouvernement de gauche, comme le précédent de droite, n'a rien d'autre à offrir à la population pauvre de ces quartiers qu'un discours sécuritaire, rempli de la démagogie la plus crasse et d'un amalgame grossier entre criminalité, immigration et insécurité.

Les habitants de ces quartiers voient se développer la violence, les incivilités et la délinquance, qui sont autant de manifestations de la dégradation sociale entraînée par la crise capitaliste.

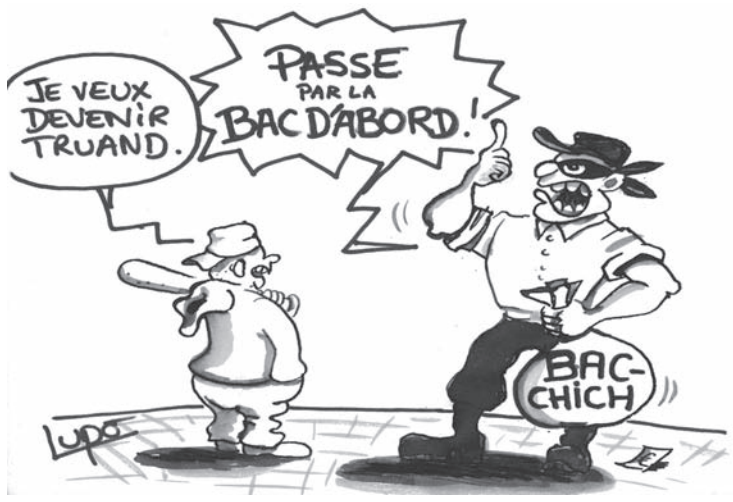
Correspondant LO

• BAC de Marseille

Moins belle la vie

Certaines professions bénéficient de quelques avantages en nature : les garçons de restaurant et les cuisiniers sont nourris, les imprimeurs de presse peuvent prendre un exemplaire du journal, les ouvriers bouchers emportent les rognures pour leur chat, les coiffeuses se font mutuellement des permanentes sur le lieu de travail. Les policiers de la BAC de Marseille quant à eux se servaient dans les poches des petits dealers, trafiquants de quatre sous et vendeurs à la sauvette.

Mais la hiérarchie policière n'a visiblement pas la fraîcheur d'esprit et la candeur qui caractérisent ces fonctionnaires des quartiers nord de Marseille. Considérant qu'il est illégal de secouer les clients pour faire tomber la monnaie, la police des polices a mis sur écoute les voitures de cette BAC. On a ainsi retrouvé des bijoux, de l'argent et de la drogue jusque dans les faux plafonds des locaux de cette brigade. Elle a été dissoute, trente fonctionnaires sont suspendus dont douze mis en examen.



Les policiers qui ne songeaient pas à mal sont maintenant moralement déboussolés. C'est vrai, comment gagner leur vie si on les prive de leur BAC ?

P. G.

• 40 milliards pour les patrons

Pour la compétitivité... des profits

Le gouvernement prépare un plan pour, prétend-t-il restaurer la « compétitivité » de l'industrie nationale. Restaurer la compétitivité ? Pourquoi pas en diminuant les dividendes des actionnaires ? Mais ce n'est pas du tout ce qu'il envisage.

Pour les ministres, comme pour les grands patrons, ce qui nuit à la compétitivité des entreprises n'est pas les profits, qui sont intouchables, mais les salaires.

Le projet du gouvernement se traduirait par une réduction de 40 milliards sur cinq ans des « charges » patronales, c'est-à-dire des cotisations qui alimentent l'assurance chômage et la Sécurité sociale, allocations familiales, caisse maladie, caisse vieillesse, etc. Ces charges ne sont que du salaire qu'on appelle différé, produit exclusivement par le travail des salariés et qui leur revient théoriquement sous une forme indirecte par le biais des différentes caisses.

À en croire la presse, le gouvernement Ayrault s'apprêterait à alléger ce que l'on appelle improprement les « charges » patronales, en compensant le manque à gagner par l'augmentation de la CSG, contribution sociale généralisée. Cette taxe, inventée en 1990 par le socialiste Michel Rocard, est en particulier prélevée à la source sur les retraites, et prélevée par les patrons sur les salaires, et depuis son instauration son taux n'a cessé d'augmenter.

« *Nous n'augmenterons jamais la TVA, ni la CSG, pour combler les trous du budget de l'État* », avait pourtant déclaré Ayrault. Mais pour les « trous » du budget de la Sécurité sociale, les ministres n'ont rien dit. Il leur suffit donc de jouer sur les mots pour masquer l'entourloupe.

Les 40 milliards de réduction des « charges » patronales promis au patronat ne sortiront pas de rien : comme toutes les subventions ou exonérations de charges patronales, ils seront pris sur les salaires et les retraites. C'est ce que confirme le choix par Moscovici de Louis Gallois, ex-PDG de la SNCF et d'EADS, pour rédiger d'ici début novembre un rapport sur la compétitivité des entreprises françaises. En juillet dernier, lors des Rencontres économiques d'Aix-en-Provence, celui-ci préconisait déjà de transférer de 30 à 50 milliards d'euros de cotisations sociales patronales sur la CSG, la TVA ou les impôts des retraités.

Avec ce cadeau de 40 milliards aux industriels, le gouvernement prétend vouloir créer un « *choc de compétitivité* », et relancer la production. Mais ce sont avant tout des milliards distribués au patronat, sans condition et sans la moindre garantie. Si même cela entraînait une relance, rien ne dit qu'il en résulterait des embauches à la mesure de la situation. D'une façon ou d'une autre, c'est le monde du travail qui paiera pour les profits de la bourgeoisie.

Vincent GELAS

Faux pigeons et gouvernement bien dressé

Il aura suffi de trois jours de fronde patronale sur Internet pour que le gouvernement abandonne son projet de taxer les plus-values réalisées lors de la vente d'une entreprise par son créateur. Le gouvernement souhaitait pourtant simplement porter l'imposition de ces plus-values au niveau où sont taxés les revenus de tout un chacun. Bref, il ne s'agissait même pas d'une mesure discriminatoire à l'encontre des patrons.

Pourtant, devant ce manque à gagner, ces patrons se sont mobilisés rapidement et ne se sont pas privés d'user du mensonge et de la mauvaise foi, bien relayés par une presse complaisante.

Leur dénonciation de « la taxe de 60 % sur les PME » laissait entendre que toutes les entreprises seraient plus taxées, alors que le gouvernement ne souhaitait augmenter que la taxe sur les plus-values liées à la vente, et non celle sur les bénéfices. Ce chiffre de 60 % brandi par les frondeurs n'a été obtenu qu'en ajoutant la CSG et le RDS aux 45 % d'imposition, taux qui lui-même ne concerne en fait que les plus-values les plus importantes. Et puis, mettre en avant les créateurs de petites entreprises, jeunes, dynamiques et méritants, est une vieille tactique patronale pour séduire le quidam et obtenir des concessions du gouvernement. Les frondeurs se sont même baptisés « pigeons » pour mieux se faire passer pour des contribuables vertueux injustement plumés.

Ces patrons ne sont pourtant pas tous des gagne-petit, loin s'en faut. Le journal *Libération* a cité trois de ces patrons « pigeons » ayant vendu leur entreprise, l'un à 70 millions d'euros, le second à 182 millions, le dernier à 475 millions !

Grâce à cette campagne et surtout grâce à cette reculade manifeste et piteuse du gouvernement, ces plus-values ne seront donc taxées qu'à un taux forfaitaire de 19 %. C'est le retour au système en vigueur jusque-là.

Mais, face aux récriminations des patrons, et pas seulement des soi-disant petits, le gouvernement est allé encore plus loin dans le recul. En effet, si l'on en croit le journal *Les Échos*, ce ne serait plus seulement les « créateurs d'entreprise » qui échapperaient à la nouvelle taxation des plus-values, mais tous les actionnaires, créateurs, investisseurs ou dirigeants, à condition qu'ils détiennent une part « significative » du capital proche de 10 à 15 %, et pour une durée de deux à cinq ans. Les gros et très gros actionnaires bénéficieront donc eux aussi, pour la taxation des plus-values de cession de leurs actions, d'une taxation au taux de 19 %. C'est pour eux un très gros cadeau. Pour Hollande et pour le gouvernement, qui avaient promis de taxer au même niveau capital et revenu du travail, c'est plus qu'un recul : une véritable capitulation.

Stéphane FORT

Qui sont ces « pigeons » ?

Les pétitionnaires qui ont réussi en deux jours à faire se dégonfler le gouvernement se présentent, et sont présentés par le gouvernement dans ses excuses, comme des « entrepreneurs ».

Sous ce vocable flatteur, le public croit distinguer des capitalistes qui, bien sûr, exploitent leurs ouvriers et ramassent les fonds publics, mais qui, au moins, construisent quelque chose : des chemins de fer, des tonnes de fonte, des millions de boîtes de corned-beef, bref quelque chose qui peut servir.

C'est mal connaître « l'entrepreneur » contemporain, celui qui crée une « entreprise » pour la revendre rapidement en ramassant quelques dizaines, voire quelques centaines de millions d'euros. Le promoteur des « pigeons », par exemple, a fait fortune en inventant le site de rencontres Meetic. Son « génie » consiste donc à avoir, mieux que ses concurrents il est vrai, informatisé le thé dansant pour célibataires consentants.

Cela correspond certes à un besoin social, mais ça fait plus penser à l'aigrefin qu'au capitaine d'industrie, et à l'épervier qu'au pigeon...

Paul GALOIS

• Taxe de 35 euros pour les justiciables

Surtout, ne rien changer

Depuis le 1er octobre 2011, les justiciables doivent payer une taxe de 35 euros, simplement pour que leur dossier soit accepté en justice.

Au moment où l'instauration de cette taxe avait été discutée au Parlement, les partis de gauche et les syndicats de magistrats et d'avocats avaient vertement critiqué cette taxe injuste, qui risquait de dissuader les plus modestes d'aller en justice. La plupart des affaires juridiques sont concernées, même les petits litiges. Qu'un salarié attaque son patron aux Prud'hommes, ou un locataire son propriétaire indélicat, la taxe de 35 euros est exigée. Seuls quelques contentieux, par exemple ceux impliquant le juge des enfants, le juge des tutelles, ceux concernant le surendettement ou les étrangers, sont dispensés de cette taxe. En trois mois, octobre, novembre et décembre 2011, cette taxe injuste a tout de même rapporté 55 millions d'euros.

Certains des opposants à cette taxe s'attendaient donc à son abrogation pure et simple par le nouveau gouvernement. Eh bien non : Christiane Taubira, la garde des Sceaux, a invoqué la complexité de la chose et les fameuses contraintes budgétaires pour ne rien faire pour l'instant. Devant une assemblée d'avocats, elle s'est sentie tout de même obligée de promettre : « *Je vous donne ma parole ici qu'en 2014 j'abrogerai cette taxe de 35 euros.* » Juré, craché. Si elle ment, ira-t-elle en enfer, ou pense-t-elle qu'elle sera déjà hors du gouvernement ?

Bertrand GORDES

• Mediator

Le scandale continue

86 % des demandes d'indemnisation des victimes du Mediator ont été rejetées par les experts désignés par le ministère de la Santé.

Il n'en a pas fallu plus pour qu'on lise dans la presse que l'antidiabétique des laboratoires Servier n'est peut-être pas à l'origine des 500 décès qu'on lui impute.

Le doute est ainsi instillé, pour la plus grande satisfaction de Servier, dont la porte-parole s'est immédiatement réjouie : « *Ces données confirment que le risque de problème valvulaire lié à la prise de Mediator est rare et que, lorsqu'il y a un effet, il est peu important dans la majorité des cas.* » Ben voyons !

C'est véritablement une tromperie. Car il n'y a aucun doute sur la dangerosité du Mediator, un poison qui peut provoquer des lésions des valves du cœur et ainsi entraîner de graves défaillances cardiaques. C'est même la raison pour laquelle les organismes de contrôle du médicament l'ont interdit en novembre 2009, après trente-trois années de commercialisation, après qu'il eut provoqué selon l'Afssaps (Agence française de sécurité sanitaire des produits de santé) au moins 500 morts.

En septembre 2011, Jacques Servier, le PDG du laboratoire, a été mis en examen pour « tromperie et escroquerie » parce que pendant plus de trente ans ce médicament a été présenté comme ce qu'il n'était pas, avec des vertus qu'il ne possédait pas, et sans mentionner des effets secondaires qui, eux, étaient bien réels. Et cela parce que, pendant plus de trente ans, le Mediator a rempli les coffres de Servier pour un montant estimé à 30 millions d'euros par an – estimation faite par Servier, c'est dire !

À la même époque, en septembre 2011, l'État a mis en place un système d'indemnisation des personnes s'estimant victimes du Mediator, un système à l'amiable, hors des tribunaux. Les personnes qui s'en considèrent victimes doivent donc établir un dossier prouvant qu'ils ont pris le médicament et démontrant qu'ils n'avaient pas de problème avant. On imagine avec quelle facilité on peut retrouver des ordonnances de plus de dix ans et apporter la preuve qu'on était alors en bonne santé puisque, par définition, en bonne santé, on n'allait pas consulter...

Une fois ficelé, le dossier doit être envoyé à l'Oniam (Office national d'indemnisation des accidents médicaux) où une commission de sept experts – dont un médecin désigné par Servier – doit déterminer si le Mediator est bien la cause de la pathologie. Ainsi des milliers de dossiers ont été transmis à l'Oniam, 831 ont été examinés, dont seuls 112 ont été jugés « recevables ».

Voilà qui ne dit rien de la dangerosité du Mediator, mais seulement de l'inefficacité de la procédure et de l'examen des dossiers. Ce n'est pas sans rappeler d'autres scandales sanitaires, de l'amiante au sang contaminé, avec les lenteurs scandaleuses de l'État à prendre en compte la santé des malades et de leurs familles face à la puissance des industriels responsables.

Sophie GARGAN

• Tunnel sous la Manche

Jusque-là, ça va...

On imagine facilement les conséquences d'un incendie dans le tunnel sous la Manche. Si un simple feu de camion avait en 1996 bloqué la circulation sous la Manche pendant un mois, l'incendie du tunnel du Mont-Blanc, cinq fois moins long, avait lui causé la mort de 39 personnes en 1999.

On pourrait donc penser que la société Eurotunnel, gestionnaire de l'ouvrage, a l'obligation de prendre toutes les précautions nécessaires à la sécurité des usagers. Eh bien, on se trompe ! Eurotunel n'a que l'obligation de faire des bénéfices. Aussi la société vient-elle de remplacer l'équipe de sapeurs-pompiers professionnels présente en permanence sur le site par une équipe de surveillance, non spécialisée dans la lutte contre les incendies, fournie par la société Onet.

D'après Eurotunnel, les pompiers coûteraient trop cher. Ce n'est pas une explication, c'est un aveu.

Paul GALOIS

Les pouvoirs publics et les patrons de l'amiante

Martine Aubry a été convoquée par la juge d'instruction qui enquête sur l'action des pouvoirs publics face au danger de l'amiante. Cela rappelle, quelques mois après la condamnation à seize ans de prison, par un tribunal italien, de deux dirigeants de la société Eternit, que l'État français s'est, lui aussi, rendu complice de l'exposition à ce minéral de dizaines de milliers de personnes.

Nombre de hauts fonctionnaires en poste dans des administrations ayant eu voix au chapitre en matière d'usage de l'amiante dans les années 1980 ont déjà dû témoigner devant la justice. Un des adjoints de Martine Aubry, lorsqu'elle dirigeait les relations du travail de 1984 à 1987, au sein du ministère du même nom, a été mis en examen. À présent, elle devra peut-être expliquer pourquoi, alors qu'une réglementation de l'usage de l'amiante avait été décrétée en 1977 – et seulement en 1977 –, les ministères directement concernés, la Santé et le Travail, avaient laissé le champ libre aux industriels de l'amiante pour gérer les études sur la mortalité et la communication sur le sujet.

En effet, alors que des études scientifiques en avaient dès 1931 dénoncé les risques, ce qui avait conduit la Grande-Bretagne à adopter alors des premières mesures réglementaires, c'est en 1945 seulement que l'amiante a été reconnu comme source de maladie professionnelle en France. Et la réglementation mise au point en 1977, tardive et insuffisante de l'avis de tous les spécialistes, s'est rapidement trouvée étouffée par le rôle prééminent confié au Comité permanent amiante, le CPA, créé en 1982 par les industriels de l'amiante.

Se présentant comme une association spécialisée dans les risques liés à l'usage du minéral, le CPA, entièrement financé par les patrons de l'amiante, bénéficiait de la caution de l'INRS (Institut national de recherche et de sécurité pour la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles) et de hauts fonctionnaires appartenant aux ministères du Travail, de la Santé et de l'Environnement. Des représentants de l'Institut national de la consommation ou de la Sécurité sociale ainsi que quelques syndicalistes CFDT ou CGT y siégeaient également.

Au même moment, un peu partout, aux États-Unis en 1986, dans le cadre de la CEE en 1991, on envisageait d'interdire purement et simplement l'amiante. Mais le CPA, qui se présentait comme l'autorité scientifique compétente, mettait tout en œuvre pour retarder cette décision. Combien de victimes, de futures victimes – mésothéliomes ou cancer du poumon pouvant se déclencher trente ou quarante ans après l'exposition – sont à imputer au lobbying exercé par les patrons de l'amiante, matériau si rentable à leurs yeux. « *Nous nous sommes tous fait rouler* », commentait curieusement Brochard, un pneumologue qui fut membre du CPA.

C'est le gouvernement Juppé qui, en 1995, a dissous ce comité, en lançant le processus d'interdiction d'usage de l'amiante, qui a abouti en 1997. Les fabricants, les gros utilisateurs mais également les autorités qui ont laissé si longtemps la santé publique entre leurs mains sont responsables de 35 000 décès entre 1965 et 1995 à la suite des maladies de l'amiante. D'ici quinze ans, 100 000 autres pourraient être imputés à leur soif de profit ou à leur négligence.

Viviane LAFONT

Lors d'une manifestation en 2006.

LO

• Amiante

Manifestation de l'Andeva le 13 octobre

Samedi 13 octobre aura lieu à Paris la traditionnelle manifestation de l'Andeva (Association nationale des victimes de l'amiante).

Elle est placée cette année sous le signe de la solidarité internationale des victimes (avec des délégations venues de tous les continents), de l'interdiction mondiale de l'amiante et du retrait de l'amiante en place.

Les victimes et les familles manifesteront également pour obtenir enfin une indemnisation rapide et équitable de leurs souffrances morales et physiques par le FIVA (Fonds d'indemnisation des victimes de l'amiante) et pour que les employeurs responsables de cette catastrophe qui touche le monde du travail rendent des comptes à la justice pénale, comme en Italie avec Eternit.

La manifestation partira

Samedi 13 octobre à 13 h 30 avenue de Messine à Paris (Métro Miromesnil ou Saint-Augustin)

À Montreuil le 5 octobre

Vendredi 5 novembre, près de 1 200 personnes ont participé au meeting organisé par Lutte Ouvrière à l'Espace Paris-Est de Montreuil, en banlieue parisienne. Avant Nathalie Arthaud, c'est Jean-Marie Nomertin, militant de l'organisation trotskyste antillaise Combat Ouvrier, qui a pris la parole pour souligner les conséquences de la crise pour les travailleurs antillais. Puis Jean-Pierre Mercier, ouvrier à l'usine PSA d'Aulnay-sous-Bois, a dénoncé la politique patronale qui se traduit par les menaces de fermeture de cette usine. Quant à Nathalie Arthaud, elle a dénoncé la politique du gouvernement Hollande, qui reste dans la droite ligne de celle de Sarkozy. On trouvera ci-dessous quelques extraits de leurs discours.

Nathalie Arthaud

Exproprier les grands groupes capitalistes !

Sous la gauche comme sous la droite, le grand patronat fait ce qu'il veut, quand il veut, comme il veut, parce que le Parti socialiste lui laisse les mains libres.

Le Parti socialiste au pouvoir n'imagine pas une seconde avoir une politique contraignante vis-à-vis du grand patronat. Il ne veut le forcer à rien, rien lui interdire. Il ne veut rien faire qui puisse le gêner. Alors il est voué à l'impuissance, mais c'est une impuissance choisie et voulue. Ce n'est pas qu'il ne peut pas, c'est qu'il ne veut pas !

Oh, être contraignant vis-à-vis des travailleurs, ça, ils savent faire. Tout peut être imposé aux travailleurs : leur formation, leur métier, leurs horaires, leur lieu de travail. On peut leur imposer de changer de poste, de ville, de région. Dans l'entreprise, c'est le règne de la contrainte : interdiction de faire ceci, obligation de faire cela. Et on peut licencier les travailleurs, les priver de salaire, de ce qu'ils ont de plus précieux, quand bien même c'est toute leur vie qui en dépend !

Eh bien un gouvernement des travailleurs, au service des travailleurs, ferait l'inverse ! Un gouvernement dans le camp des travailleurs empêcherait la fermeture d'ArcelorMittal. Il pourrait lui interdire de licencier et forcer Mittal à garantir, sur le site même, les emplois et les salaires de tous, ouvriers et intérimaires compris, sous peine de supprimer toutes les subventions qu'il touche dans le pays.

Il pourrait aussi forcer Mittal à continuer l'activité, sous peine de réquisition. Il pourrait décider d'exproprier Mittal, c'est-à-dire de réquisitionner le site pour continuer de le faire tourner.

Dans cette période de crise, alors que les grands groupes comme ArcelorMittal, Peugeot-Citroën, Sanofi, Unilever sont responsables du chômage et de la désolation de régions entières, il faut les empêcher de nuire, il faut leur imposer une politique coercitive, il faut les contraindre à prendre sur les profits pour sauver les emplois et verser des salaires.

Pour cela, il faut contester le pouvoir qu'ils ont sur les entreprises, il faut être prêt à contester le monopole de la propriété capitaliste, il faut être prêt à exproprier pour de bon les grands groupes capitalistes et les banques, c'est-à-dire sans indemnité ni rachat !

Jean-Marie Nomertin

Aux Antilles, un chômage encore aggravé

Bien des maux qui, avec l'aggravation de la crise, frappent les classes exploitées d'Europe, nous les connaissons en permanence aux Antilles. Nous avons toujours connu un chômage à 35 %. Nous avons toujours connu un taux de chômage des jeunes particulièrement élevé et ces milliers de petits « djobeurs » qui vivotent de petit boulot en petit boulot. Le taux de chômage des jeunes de 15 à 24 ans, selon le ministère de l'Outre-mer lui-même, est de 60 % en Martinique, 53 % à la Guadeloupe, contre 22,9 % dans l'Hexagone, ce qui est déjà beaucoup.

Mais, à la crise de structure d'un système issu du colonialisme et de l'économie de plantation, vient s'ajouter aujourd'hui la crise financière et économique européenne et mondiale. La double peine en quelque sorte !

Alors, bien sûr, vous n'entendrez pas comme en France parler aux Antilles de centaines ou de milliers de licenciements ou de suppressions d'emplois comme ça, d'un coup. Et pour la bonne raison qu'il n'y a pas d'entreprise concentrant des milliers de travailleurs. Ils sont dispersés dans une série de très petites entreprises. Si bien que les licenciements ne sont pas spectaculaires.

Mais, vous savez, lorsque surviennent 5, 8, 10 licenciements ou suppressions de postes, cela prend pour nous une dimension considérable.

Au moment où je parle, dans un restaurant de Pointe-à-Pitre, les travailleurs ne sont pas payés depuis six mois. Les travailleurs du groupe Sodexo, qui font de la restauration dans les collèges et les lycées, n'ont pas été payés en juillet et en août. Le groupe Kadji, propriétaire de cliniques, s'apprête à en vendre certaines à un autre groupe réputé voyou. Les quelques grands groupes qui ont un pied dans les Antilles, comme Air France ou Air Caraïbes, s'apprêtent aussi à licencier. [...]

Dans la banane, beaucoup de plantations ont fermé, mettant plusieurs centaines de travailleurs sur le carreau en quelques années. [...]

À défaut de créer des emplois et de juguler la hausse des prix, qui en 2009 avait provoqué la révolte massive de la population, on nous a généreusement gratifiés de deux ministres guadeloupéens et d'une ministre guyanaise. Qui plus est, Christiane Taubira a obtenu un ministère important, celui de la Justice. Voilà donc le seul lot de consolation pour les peuples d'outre-mer !

Jean-Pierre Mercier

La parole d'un patron ne vaut strictement rien

Souvenez-vous, il y a maintenant quinze mois, lorsque la CGT de l'usine a publié le plan secret de Varin annonçant, dans les moindres détails, la fermeture de l'usine ; souvenez-vous des mines offusquées des patrons, la main sur le cœur, à la télévision, devant la presse, devant les députés et les ministres : « *Nous, fermer Aulnay ? jamais ! Ce n'était qu'une hypothèse de travail, une hypothèse qui n'a pas été retenue, un scénario qui n'est pas à l'ordre du jour !* » [...]

S'il y a au moins une leçon à retenir de cet épisode – et ce n'est pas ça qui nous étonnera – c'est que la parole d'un patron, ça ne vaut strictement rien. Commencer à faire confiance à une promesse de patron, c'est déjà poser la tête sur le billot. [...]

Depuis l'annonce du plan de licenciements, la direction de l'entreprise répète qu'elle n'avait pas le choix, parce que les ventes de voitures baissent et que le marché de l'automobile rétrécit.

Les ventes baissent ? Mais par rapport à quoi ? Par rapport à des records absolus battus l'année dernière et l'année d'avant.

Il n'y aurait plus de « cash », comme ils disent ? Mais il y en a eu assez pour que Peugeot éponge en un an la quasi-totalité de ses dettes, rembourse le prêt de 3 milliards, et se paye, rien que pendant l'année 2011, pas moins de 44 entreprises qu'elle a rachetées. Et même comme ça, il en reste encore beaucoup dans les caisses de PSA, puisque Varin a avoué que l'entreprise était assise sur un matelas financier de 12 milliards d'euros. [...]

La direction explique que Peugeot est en surcapacité et que toutes les usines ne peuvent pas tourner. Peut-être ne peuvent-elles pas tourner à 100 % de leurs capacités, mais elles peuvent très bien tourner à 70, 80 %. Au lieu de faire tourner l'usine de Poissy à fond, jour et nuit, comme le fait PSA, il est tout à fait possible techniquement de répartir la production de C3 entre cette usine et celle d'Aulnay-sous-Bois.

Au lieu d'imposer des cadences folles, des pauses de plus en plus limitées, il est tout à fait possible de baisser le rythme de travail. C'est l'intérêt vital de tous les ouvriers, c'est l'intérêt des sous-traitants, c'est l'intérêt de la population d'Aulnay et des villes alentour.

• Venezuela

Après les élections du 7 octobre

Chavez reste aux commmandes

Hugo Chavez, qui préside le Venezuela depuis 1999, a été réélu, dimanche 7 octobre, pour un nouveau mandat de six ans à la tête de ce pays de 28 millions d'habitants, riche en pétrole. Avec plus de 80 % de participation, le président sortant l'a emporté haut la main par 54,4 % des voix, contre 44,9 % à son principal adversaire, le candidat de la droite, Henrique Capriles, un avocat issu d'une famille riche, champion des puissances impérialistes et de l'oligarchie locale qui, depuis des années, n'aspirent qu'à la chute de Chavez.

Jusqu'en 1998, la classe possédante jouait un rôle exclusif d'intermédiaire avec les compagnies pétrolières étrangères attirées par les immenses réserves d'hydrocarbures du pays, en s'assurant au passage de confortables revenus au détriment de toute la population laborieuse. Depuis, elle a dû apprendre à composer avec le régime de Chavez, qui a imposé un repartage de la rente pétrolière un peu plus équitable pour les classes populaires et fait reculer la pauvreté, de 48 % en 1998 à 27 % aujourd'hui, et réduit le taux de chômage de 14 à 7 %. Un résultat suffisamment rare pour marquer les esprits, dans une Amérique latine où la masse de la population survit très difficilement.

Que les classes dirigeantes ne puissent plus décider seules de la redistribution même d'une petite part de la richesse du pays, voilà qui leur est insupportable et qui explique la haine qu'elles vouent à Chavez depuis son arrivée à la tête de l'État. Depuis des années, avec les politiciens qui aspirent à les représenter, elles n'ont cessé de dénoncer son régime « antidémocratique », bien qu'en quatorze ans Chavez ait organisé quinze scrutins, tous remportés à l'exception d'un référendum.

Il y a dix ans, cette même oligarchie, qui se prétend si soucieuse de démocratie, avait tenté, avec le soutien des États-Unis, de renverser Chavez par un putsch qui avait échoué lamentablement parce que la population des quartiers pauvres et la majeure partie de l'armée s'étaient mobilisées pour le contrecarrer. Quelques mois plus tard, les possédants récidivaient en essayant de prendre le contrôle de la compagnie pétrolière nationale PDVSA, là encore sans succès. Les travailleurs du pétrole et la population avaient fini par chasser l'administration de la compagnie liée aux possédants. La droite avait touché le fond en boycottant par la suite des élections législatives, assurant ainsi elle-même l'hégémonie de Chavez et de son parti au Parlement.

Cette fois, Capriles et l'oligarchie avaient pris une autre option. Ils se sont non seulement présentés aux élections mais ont fait savoir que les programmes sociaux mis en place par Chavez, les « missions », ne seraient pas remis en cause. Il s'agissait de tenter de mordre sur une partie de l'électorat de Chavez. D'autres points du programme de Capriles, comme la fin du contrôle des prix, avaient de quoi inquiéter les classes populaires.

Mais, même s'il y a des signes de mécontentement vis-à-vis de Chavez, la majorité de ses électeurs des quartiers populaires lui ont renouvelé leur vote, par attachement aux mesures sociales que jusqu'à présent il n'a pas remises en cause, même si toutes n'ont pas connu le même succès. Le régime de Chavez a marqué des points contre la pauvreté et l'analphabétisme et dans le secteur de la santé, grâce à l'aide de 40 000 médecins cubains qui interviennent dans les quartiers. En revanche son programme de construction de logements reste loin des chiffres annoncés.

Malgré leurs limites, ces mesures qui concernent les conditions de vie les plus élémentaires de la population des quartiers populaires ont fait reculer la pauvreté. Cela a été possible en prélevant une partie de la rente pétrolière, qui auparavant finissait intégralement dans les coffres des multinationales impérialistes et de l'oligarchie locale, et le prélèvement a été d'autant plus facile à mettre en œuvre que le prix du pétrole n'a cessé d'augmenter toutes ces années.

En fait, la redistribution imposée par le régime de Chavez est loin de mettre sur la paille les possédants puisque, selon les statistiques mêmes du régime, les 20 % les plus riches continuent d'accaparer 50 % de la richesse nationale.

C'est dire que la formule du « *socialisme du 21e siècle* », dont Chavez aime enrubanner son action politique, n'a de « socialiste » que les mots employés. Car comment parler de socialisme, pour un régime où les ouvriers n'ont aucun pouvoir, où les grévistes sont réprimés, où les dirigeants s'accordent des avantages et des privilèges identiques à ceux de leurs prédécesseurs et où, en dépit de ses piailleries, la vieille classe possédante, que le régime n'a pas expropriée, continue de prélever la meilleure part du revenu national ?

En fait, des programmes sociaux comme ceux que Chavez a mis en œuvre, avec toutes leurs limites, seraient à la portée de tous les États de la planète si, avec la crise, ils n'avaient pas comme seule priorité la satisfaction des exigences des possédants.

Jacques FONTENOY

AFP

Une famille pauvre au bord du lac de Maracaïbo, sur fond de derricks et de pollution pétrolière.

Quand la presse française préfère les oligarques...

Tous ceux qui ont suivi les commentaires des journalistes à l'approche des élections au Venezuela n'ont pas eu de mal à comprendre dans quel camp ceux-ci se situaient : avec Capriles et l'oligarchie, et contre Chavez.

À les entendre, le jeune avocat de 40 ans n'allait faire qu'une bouchée du vieux dictateur usé. Le scrutin était annoncé serré. Les moins stupides, ayant soupçonné le score final, dénigraient par avance le clientélisme de Chavez qui – quelle honte ! – s'assurait des voix chez les plus pauvres en leur accordant des programmes sociaux.

Leur indignation est bien sélective. Au Mexique, en juin dernier, le candidat du PRI, un candidat identique à Capriles, a remporté l'élection en achetant les voix qui lui manquaient pour gagner. On sait, depuis, que des établissements financiers ont fourni au candidat, en toute illégalité, l'argent pour acheter ces voix. Cela n'a fait sourciller ni les magistrats mexicains qui ont entériné le résultat, ni les journalistes d'ici qui ne savent que dénigrer Chavez ou Castro.

Mais le clientélisme de Chavez n'est rien à côté du gaspillage que, selon eux, il ferait des réserves de pétrole. Rendez-vous compte, explique un journaliste des *Échos*, Chavez accorde « *le plein de carburant pour moins d'un euro* » ! Car, chose terrible, au Venezuela les revenus du pays dépendent à 96 % de l'or noir... On aimerait voir les mêmes journalistes décocher des flèches identiques contre l'Arabie saoudite, mais il n'est pas question en effet de mettre des bâtons dans les roues par exemple d'un Bouygues qui, dans le passé, a livré à Ryad une université clé en mains.

Et si *Les Échos* dénoncent ce qu'ils appellent un « gaspillage », c'est que la compagnie Total, et quelques autres, qui ont accepté de rester au Venezuela pour participer à l'extraction du pétrole bitumineux lourd, ne pourront pas en extraire autant qu'elles l'avaient espéré. En effet, Chavez dépense dans des programmes sociaux l'argent qui, aux yeux du rédacteur des *Échos*, serait tellement mieux employé à épauler l'activité des compagnies étrangères !

De toute façon, pour ces gens-là, rien ne va avec Chavez. Ainsi, il a fallu l'approche de l'élection pour qu'il accélère son programme de construction de logements. Et, pendant la campagne, il a accaparé la majeure partie du temps de parole, ne laissant que la portion congrue à ses adversaires. On ne verrait jamais des choses pareilles en France !

J.F.

• Afrique du Sud

La lutte des mineurs continue

La vague de grèves sauvages qui, partie de la mine de platine Lonmin de Marikana au début août, s'était étendue au secteur du platine après le massacre de 34 grévistes de Marikana le 16 août, entre maintenant dans son deuxième mois. Et loin de marquer le pas, elle semble constamment trouver un nouveau souffle, malgré la politique de plus en plus répressive tant de l'État que du patronat.

Le mécontentement éclate partout

La mi-septembre a marqué une seconde étape dans le mouvement, où on l'a vu simultanément s'étendre à d'autres secteurs miniers, tandis que les grévistes de Marikana obtenaient des concessions significatives de Lonmin. À partir de là, le mouvement s'est développé à une cadence accélérée, gagnant les secteurs du chrome, de l'or, du charbon, du fer et du diamant.

Le 7 octobre, face à l'annonce quotidienne de nouvelles mines paralysées par la grève, montrant que le mouvement continuait à se développer, la Chambre des mines de Johannesburg, organisme patronal regroupant les principales compagnies minières, tirait la sonnette d'alarme. Elle estimait que 24 de ces compagnies étaient désormais paralysées, pour un total de 100 000 grévistes. Sachant que cette estimation ne tient pas compte des quelque 40 % d'ouvriers sous-traitants qu'emploient les grandes mines, on voit à quel point on est désormais loin des 20 à 30 000 grévistes du début septembre.

Qui plus est, entre-temps, ces grèves sauvages ont commencé à faire des émules dans d'autres industries. Ainsi, le 27 septembre, les ouvriers de l'usine de montage Toyota de Durban déclenchaient une grève sauvage sur les salaires – chose rarissime dans l'automobile ces dernières années – pour obtenir satisfaction après quatre jours de grève. Peu après, cette fois dans la province du Limpopo, à l'autre bout du pays, c'était les employés municipaux qui se lançaient dans une grève sauvage sur les salaires.

Mais le fait potentiellement le plus important de ces dernières semaines a peut-être été le déclenchement d'une grève nationale de plusieurs dizaines de milliers de camionneurs salariés, qui a commencé le 24 septembre et qui pourrait bien s'étendre aux salariés de Transnet, le monopole ferroviaire et portuaire d'État.

Contrairement aux grèves de mineurs, cette grève des camionneurs n'est pas une grève sauvage puisqu'elle a été lancée par les appareils syndicaux. En fait le principal syndicat du secteur, Satawu, qui est affilié comme le syndicat des mineurs à Cosatu, la confédération liée au pouvoir, a perdu récemment une partie importante de ses effectifs à l'occasion d'une scission. Et c'est très probablement par crainte de se faire doubler sur leur gauche par le syndicat scissionniste et de perdre tout crédit parmi les camionneurs, dans l'atmosphère de contestation des appareils syndicaux établis créée par les grèves de mineurs, que les dirigeants de Satawu se sont décidés à prendre la tête du mécontentement.

Mais du coup, et même si les deux mouvements ne semblent pas encore avoir trouvé le moyen de se renforcer mutuellement, leur coexistence constitue un facteur de généralisation – un de plus – dans la crise sociale qui agite le pays.

Répression et tentatives de reprise en main

Pendant ce temps, les autorités ne restent pas l'arme au pied. Dès le 14 septembre, le ministre de la Justice avait annoncé des mesures d'exception. Dans les jours qui suivirent, le président Zuma autorisait le déploiement de l'armée dans tout le pays pour « renforcer la police ». Partout, les autorités recevaient l'ordre de refuser les autorisations de manifestations ou rassemblements sur la voie publique qu'on leur soumettrait.

Dans les régions affectées par les mouvements de grève, cela s'est traduit par l'interdiction systématique faite aux grévistes de manifester et même de se rassembler dans des enceintes closes. Et là où ceux-ci ne se sont pas laissé faire, comme dans la région de Rustenburg ou dans le bassin aurifère de Carltonville, il s'en est suivi des batailles rangées avec la police et l'armée, dans lesquelles les grévistes se sont défendus en érigeant des barricades et en incendiant les véhicules des forces de répression. Au moins quatre grévistes ont été abattus par la police au cours de ces affrontements, bien qu'il soit impossible de savoir le nombre réel des victimes.

À leur tour, les grandes compagnies sont passées à l'offensive. Le 5 octobre, le numéro un du platine, Anglo Platinum, annonçait le licenciement immédiat de 12 000 grévistes. Le lendemain, une autre compagnie du secteur du platine, elle aussi filiale du géant Anglo-American, licenciait 2 500 grévistes supplémentaires. Un autre géant, du secteur de l'or celui-là, GoldFields, organisait l'éviction de 5 500 grévistes migrants hébergés dans des quartiers pour célibataires appartenant à la compagnie.

Pendant ce temps, pour reprendre le contrôle des événements, la direction du syndicat des mineurs obtenait, sans difficulté, de la Chambre des mines l'ouverture de discussions visant à négocier un avenant aux conventions collectives de l'or et du charbon, et la mise en place d'une convention collective dans le platine.

Toutes ces grandes manœuvres suffiront-elles à ramener l'ordre, comme l'espère la coalition du pouvoir, des leaders syndicaux et des compagnies minières ? L'avenir le dira, mais on peut en douter. Après tout, en janvier dernier, les mineurs d'Impala Platinum avaient eux aussi été licenciés en masse à la suite d'une grève sauvage, tout en subissant les assauts de la police. Mais ils avaient tenu bon, imposé la réintégration de la plupart des licenciés et obtenu une augmentation de salaire importante.

Alors, aujourd'hui où ils sont plus d'une centaine de milliers dans la lutte, où le mécontentement des travailleurs et des pauvres semble partout chercher à s'exprimer, la classe ouvrière sud-africaine dispose d'un levier formidable, capable de balayer tous les obstacles, pourvu qu'elle dispose d'une politique susceptible d'unifier ses forces.

Amanda HUNT

AFP

Une manifestation des mineurs.

• Régulation de la spéculation

Ça progresse à reculons

Depuis le krach de 2008, les chefs d'État n'en finissent plus de nous promettre la moralisation et la régulation du capitalisme face aux catastrophes que provoque la spéculation. Une des autorités de régulation américaine, la Commodity Futures Trading Commission (CFTC), avait prévu, dans le cadre d'une loi concernant les échanges de matières premières, d'imposer des limites de position (c'est-à-dire un maximum de titres achetés ou vendus par un même spéculateur) sur vingt-huit produits comme le maïs, le coton, le fuel, le cacao ou le platine. Bref, il s'agissait de réduire l'ampleur des sommes échangées en même temps, non pour mettre un terme à la volatilité des cours mais pour éviter qu'un seul spéculateur puisse à lui seul déséquilibrer le marché.

C'en est déjà trop pour les gros négociants de matières premières qui dominent le marché (ils ne sont que quatre-vingt-un sur la planète pour l'ensemble des produits agricoles, et seulement douze pour les métaux !). Ils font leur profit de chaque mouvement de yoyo des cours – qu'ils provoquent la plupart du temps – mais il n'est pas question qu'ils tolèrent ces règles qui limitent leur appétit. Les plus puissants d'entre eux, notamment les banques Goldman Sachs, JP-Morgan Chase, Barclays, ont fait pression sur un juge fédéral américain, qui n'a pas mis longtemps à accepter de faire voler en éclats cette entrave à leur sacro-sainte liberté de spéculer sans entrave.

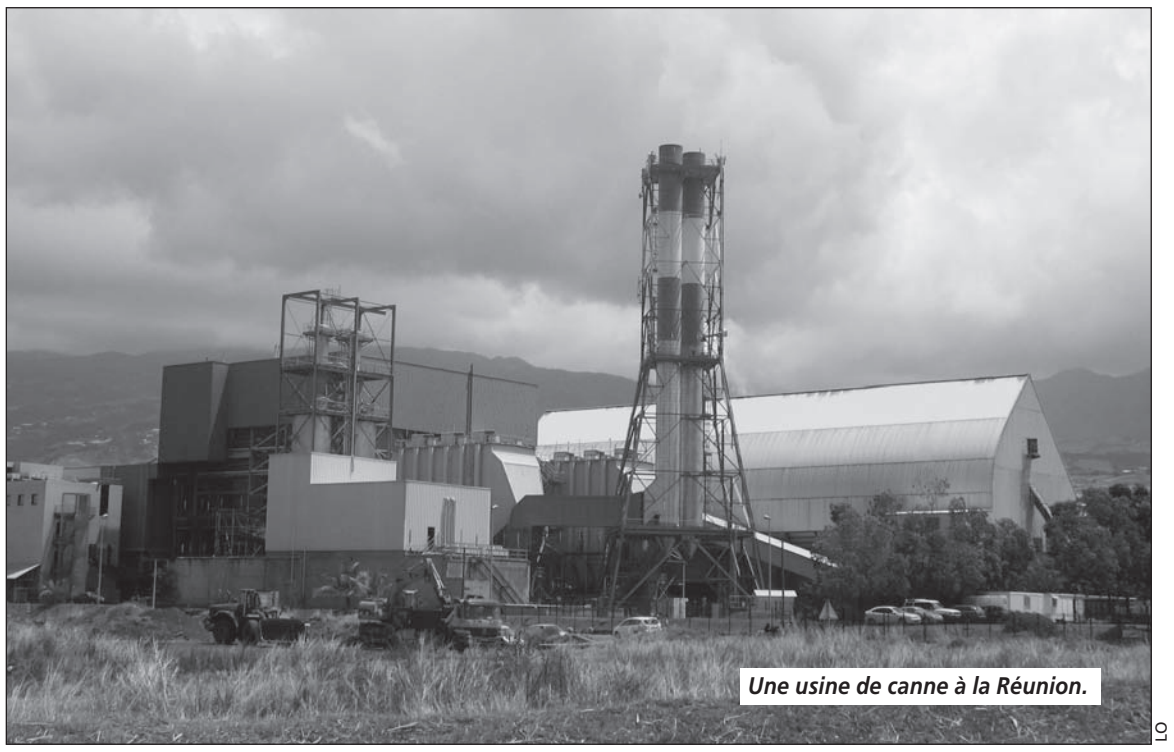
On mesure là la solidité du rempart qu'on nous propose contre la spéculation.

Stéphane FORT

• Ile de la Réunion

Le Parti communiste réunionnais en quête d'une politique

Le dimanche 30 septembre s'est tenue à Saint-Louis une « assemblée générale extraordinaire » du Parti communiste réunionnais. La rencontre a été présentée par les dirigeants de ce parti comme le coup d'envoi de sa « reconstruction » mais aussi l'occasion de réaffirmer *« sa stratégie à long terme de changement de la société réunionnaise »*.



Une usine de canne à la Réunion.

LO

Au lendemain de la défaite aux régionales de 2010 de la liste dite de l'Alliance, dont le PCR était la principale composante, Élie Hoarau son secrétaire général avait déclaré qu'il fallait « *une remise en cause et aussi un rajeunissement des cadres* » du parti. S'il semble que le rajeunissement des cadres soit sur les rails, on ne peut en revanche pas dire que le PCR veuille changer quoi que ce soit dans le programme qui est le sien depuis des décennies.

Les intervenants à cette assemblée ont, à juste titre, pointé du doigt la situation intolérable des classes populaires : un chômage qui, aux dires des statistiques officielles, se monte actuellement à 158 000 demandeurs d'emploi, en progression de plus de 6 % par an. Un Réunionnais sur deux est en situation de pauvreté, en 2011 la Réunion comptait plus de 150 000 allocataires d'une des prestations du minimum social. Dans le domaine du logement la situation est tout aussi dramatique, avec 25 000 familles mal logées. L'illettrisme atteint des sommets et touche aujourd'hui 120 000 personnes.

Mais face à ce constat qui nécessite des mesures d'urgence, que propose le PCR ? Bien peu de choses en réalité et en tout cas rien qui puisse porter remède aux maux dont souffre la population. Il prétend par exemple pouvoir combattre le fléau du chômage par la création de « *deux grands services d'aide à la personne et dans l'environnement* », ainsi que par la relance des grands chantiers. À l'entendre, l'illettrisme pourrait être éradiqué grâce à de jeunes diplômés « *qui accepteraient de s'investir, sous l'égide d'associations agréées, dans un plan d'alphabétisation* ». Quant à la cherté de la vie, elle pourrait être battue en brèche par « *l'autosuffisance alimentaire* », « *l'autonomie énergétique* » et le « *co-développement régional* » qui permettraient de diminuer ou de supprimer les frais de transport.

Si elles étaient appliquées, certaines de ces mesures créeraient évidemment quelques emplois mais à doses homéopathiques, sans pouvoir donner un travail à tous ceux qui en ont cruellement besoin. Quant à l'illettrisme, seuls des moyens déployés par l'État pourraient en venir à bout. En fait, le verbiage du PCR ne peut que brouiller l'esprit des travailleurs en évitant de désigner les capitalistes, et le gouvernement qui les soutient, comme les premiers et véritables responsables de la déplorable situation dans laquelle sont plongées les classes populaires.

De grands capitalistes existent à la Réunion. Ils ont pour nom Apavou, de Chateauvieux, Caillé, Ravate, Goulamaly ou Isautier. Apavou par exemple, riche à centaines de millions, possède 1 300 chambres d'hôtel et 433 000 m² d'immobilier. Sa fortune s'est en partie édifiée avec l'argent et les cadeaux de l'État, via toutes les lois de défiscalisation. Dans le haut du classement des grandes fortunes on trouve aussi l'incontournable de Chateauvieux. Après avoir fait fortune dans la canne à sucre et ses dérivés, ses activités se sont étendues dans les services maritimes à l'offshore pétrolier, le remorquage et le transport. Le groupe possède aujourd'hui 369 navires de toutes sortes.

Tous ces capitalistes choyés par le gouvernement, vis-à-vis duquel le PCR est très complaisant, n'hésitent pas à jeter des travailleurs à la rue pour maintenir ou augmenter leurs profits. Le système économique taillé à leur mesure est responsable du chômage, de la précarité et de la vie chère. C'est à partir de cette seule réalité que peut être élaboré un programme de lutte qui corresponde aux intérêts des travailleurs pour imposer les mesures pouvant améliorer leurs conditions de vie.

Le PCR emprunte visiblement une autre voie.

Émile GRONDIN

Projet de loi contre la vie chère

Le changement n'est pas pour maintenant

Le projet de loi dit de « régulation économique », présenté par le ministre de l'Outre-mer Victorin Lurel, a été adopté par le Sénat le 26 septembre. Le projet devra également passer à l'Assemblée nationale dans le courant du mois d'octobre avant d'être définitivement adopté.

Les élus socialistes sont évidemment satisfaits de cette loi censée lutter contre la vie chère tandis que ceux de droite, ainsi que les principaux représentants du patronat local, poussent des cris d'orfraie, disant voir dans le projet rien moins qu'une nouvelle forme d'économie planifiée. Si cela pouvait être vrai !

En réalité, la future loi que propose le ministre de l'Outre-mer a comme seule ambition de recréer les conditions d'une concurrence normale dans les Dom-Tom, qui serait paraît-il plus bénéfique aux consommateurs. Aujourd'hui, dans les Dom-Tom, les prix sont globalement de 10 à 12 % plus chers qu'en métropole et cette différence atteint 35 à 60 % dans l'alimentation. Pas étonnant, alors, que les populations manifestent régulièrement contre la vie chère comme ce fut le cas aux Antilles, à la Réunion et plus récemment à Mayotte.

Seulement, la loi Lurel ne répond en aucune façon aux attentes des classes populaires. Rien dans les articles qu'elle comporte ne leur est favorable. Ce ne sont que de vagues incantations au bon vouloir des patrons, toutes assorties d'une position de recul au cas où la classe capitaliste manifesterait de trop fortes résistances.

Ainsi, l'article prévoyant que les contrats commerciaux prohiberont les clauses accordant « *des droits exclusifs d'importation à un opérateur* » est aussitôt modéré par la formule « *sauf lorsqu'elles sont justifiées par des motifs objectifs tirés de l'efficacité économique.* » Ou encore : « *En cas d'existence d'une position dominante… l'Autorité de la concurrence peut… faire connaître ses préoccupations de concurrence à l'entreprise.* » Tout est dans le « faire connaître », une expression douce, choisie pour ne pas heurter un quelconque patron.

Cette future loi est tellement vide que la députée socialiste de la Réunion Ericka Bareigts a tenu à préciser que « *les effets de cette loi ne seront pas visibles immédiatement, ce n'est pas le but* ».

Autant dire qu'il n'y a pas là de quoi effrayer les capitalistes, d'autant qu'il n'est nulle part question d'envisager ce qui pourrait véritablement améliorer la situation des classes populaires : une réelle augmentation des salaires.

É. G.

CERCLE LÉON TROTSKY

Le prochain Cercle Léon Trotsky aura pour thème :

• Il y a 50 ans la fin de la guerre d'Algérie

La fin du colonialisme mais pas de l'oppression

Vendredi 16 novembre – à 20 h 30

Espace Paris-Est Montreuil – 128, rue de Paris

Montreuil (Seine-Saint-Denis) – Métro : Robespierre (ligne 9)

Participation aux frais : 3 euros

• Les réformes dans l'éducation

Alléger... le budget

À en croire la presse, l'éducation serait épargnée par les mesures d'économies annoncées par le gouvernement. Il serait question de 43 500 recrutements aux concours d'enseignants en 2013. Tout serait donc pour le mieux dans le meilleur des mondes scolaires possibles, avec un budget en augmentation de... seulement 0.6 % hors cotisation de retraites. La réalité est tout autre.

D'abord, en ce qui concerne ce chiffre de 43 500 enseignants recrutés, un peu plus de la moitié, soit 22 100, le seraient pour la rentrée 2013, compensant ainsi les départs à la retraite prévus dans l'ensemble de l'enseignement. Le reste serait recruté pour la rentrée 2014... si d'ici là le budget n'est pas revu à la baisse. D'après le principal syndicat du secondaire, le SNES, la création nette d'emplois serait donc de 8 281, dont 4 112 dans le second degré. Il faut ajouter à cela, d'après ce même syndicat qu'on ne peut pourtant pas soupçonner d'être hostile au gouvernement, que ces recrutements se font « *au prix de suppressions d'emplois dans les autres ministères* ».

Ces 8 281 suppressions d'emplois seront une goutte d'eau, au regard de ce qui serait nécessaire pour que tous les jeunes puissent apprendre dans de bonnes conditions. Il faut rappeler que ce sont 80 000 postes qui ont été supprimés ces dernières années du fait du départ à la retraite non remplacé des professeurs. La rentrée 2012 s'est faite avec 13 000 emplois d'enseignants en moins : 14 000 suppressions ont certes été décidées par le précédent gouvernement, mais le nouveau ministre Peillon n'a rétabli que mille postes.

Les problèmes liés au manque d'encadrement des jeunes sont pourtant légion : classes surchargées à 35, manque d'enseignants remplaçants, manque de surveillants, suppressions d'options, en langues en particulier, suppressions de spécialités. La presse se fait l'écho des faits divers les plus dramatiques, mais les jeunes subissent tous les jours les conséquences de ce manque de moyens.

Mais entre les besoins des jeunes, en particulier ceux des classes populaires, qui nécessiteraient la création de dizaines de milliers d'emplois dans l'éducation, d'autant plus utiles dans cette période de montée du chômage, et les exigences des banquiers et autres capitalistes, le gouvernement socialiste a choisi.

Aline RETESSE

LO

• Enseignement professionnel

Moins de culture, moins de formation

Au niveau national, d'après le syndicat CGT éducation, 4000 postes ont été supprimés dans la seule voie professionnelle, soit six ou sept suppressions de postes par établissement en moyenne ! Cette situation est le résultat du non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux, mais aussi de la réforme du baccalauréat professionnel, qui a réduit de quatre à trois le nombre d'années d'études nécessaires pour obtenir ce bac. Pour des dizaines de milliers de jeunes qui ont choisi la voie professionnelle, cette diminution d'une année de formation (qui a pour effet bien évidemment la diminution du nombre d'enseignants nécessaire) ne fait qu'augmenter leurs difficultés.

Cette réforme a été décidée sous le précédent gouvernement de droite, mais le nouveau ministre de l'Éducation, Vincent Peillon, n'est pas revenu dessus, comme le souhaitaient pourtant nombre d'enseignants, de jeunes et de parents.

Cette réforme s'accompagne, en plus, d'un changement de programmes consistant surtout en leur allégement. Cela entraîne une réduction supplémentaire des heures d'enseignement. Celles-ci étant calculées sur l'ensemble des trois années, cela permet en outre à certains recteurs, comme celui de l'académie de Créteil, d'en supprimer sans que cela se voie de trop. Il est prévu d'alléger les programmes, en particulier dans les matières générales : plus de grands auteurs en lettres, sous prétexte que les élèves ne sont pas motivés. Réserver la culture aux élèves qui y sont sensibles de par leur milieu familial et social, voilà à quoi se résume une telle démarche !

Certains baccalauréats professionnels ne permettent même plus de donner une formation sérieuse du niveau de celle des anciens brevets d'enseignement professionnel, les BEP. Ainsi, dans la filière tertiaire, les baccalauréats professionnels comptabilité et secrétariat ont disparu au profit d'un baccalauréat « gestion administrative » : plus de spécialisation, dans les matières professionnelles, les enseignants peuvent enseigner tout... et rien. Les jeunes ainsi (si peu) formés sont censés pouvoir s'adapter à tout. En réalité, la formation est au rabais, réduite à remplir des fiches ou à faire de la saisie.

Ce qui guide avant tout le gouvernement, c'est l'allégement du budget, aux dépens de l'éducation et de la formation de la jeunesse.

A. R.

• Clermont-Ferrand

Pour se loger, mieux vaut ne pas être pauvre

Faire partir au plus vite des demandeurs d'asile de chambres d'hôtel pour y installer à leur place des gens d'affaires du monde agricole, voilà l'exploit des responsables du Sommet de l'élevage qui vient de se tenir aux portes de Clermont-Ferrand. Il s'agit d'une manifestation d'ampleur internationale qui attire beaucoup de monde. Alors la priorité a été accordée à des visiteurs considérés comme de marque.

Les demandeurs d'asile n'ont pas été jetés à la rue, mais presque, puisqu'ils ont été transférés dans un camping, à une cinquantaine de kilomètres, dépourvu de transport. D'où l'impossibilité pour les parents d'aller au travail, et pour les enfants de continuer à fréquenter leur école à Clermont-Ferrand.

Cette situation leur a été imposée pendant toute une semaine. Mais en réalité, faute d'hébergement suffisant, cela fait plus de deux ans qu'ils sont ballottés d'appartements en hôtels. Les associations humanitaires, dont le Secours populaire, dénoncent ce manque criant de logements et demandent au préfet de faire trouver par ses services des hébergements d'urgence alors que l'hiver approche.

Au pays des droits de l'homme, on dégage les pauvres pour faire place à de plus riches qu'eux.

Correspondant LO

• Patriotisme industriel

La chasse aux espions est ouverte

Le ministre de l'Économie et des Finances, Pierre Moscovici, a relancé un projet du précédent gouvernement sur ce qu'il nomme le « secret des affaires », afin de lutter contre l'espionnage industriel.

La gauche reprend ainsi à son compte une proposition de loi faite par un député de droite, Bernard Carayon, adoptée le 23 janvier 2012, proposition en fait restée bloquée au Sénat. Il s'agissait de créer un « secret-entreprise », en autorisant les entreprises à estampiller « confidentiel » certaines informations, notamment celles « *dont la divulgation non autorisée serait de nature à compromettre gravement leurs intérêts* ».

Des exemples sont cités à l'appui de cette démarche, comme celui de stagiaires chinois trop curieux qui, chez Valeo, auraient diffusé des informations confidentielles sur un blog, etc.

La proposition de loi du gouvernement socialiste prévoit que les personnes ayant divulgué des informations de ce type puissent être poursuivies et punies de 375 000 euros d'amende et d'une peine de prison pouvant aller jusqu'à trois ans. Cela peut ouvrir la porte à des abus dans les entreprises, les laudateurs de ce texte semblant regretter qu'on ne puisse pas sanctionner pour vol un salarié qui transfère des fichiers sur une clé USB personnelle. Mais l'essentiel n'est pas là. Cette proposition, dont on a tout lieu de penser qu'elle est inutile et inopérante, a surtout pour objectif d'en rajouter sur la nécessité de se protéger à l'intérieur de « nos » frontières, ce qu'on désigne sous les termes de « patriotisme économique ». Le chauvinisme se niche décidément partout.

David MARCIL

• Sanofi veut réduire ses effectifs

Sanofric est content

Le 3 octobre, un millier de salariés de Sanofi ont manifesté dans les rues de Paris pour le retrait du plan de restructuration. Venus des sites de Toulouse, Montpellier, Elbeuf, Chilly-Mazarin, Maisons-Alfort, Vitry et d'autres, ils sont venus exprimer leur rejet du plan.

Le matin même, à Gentilly en proche banlieue parisienne, se tenait le comité de groupe France Sanofi qui avait comme ordre du jour, entre autres, la présentation du « *projet d'adaptation des activités en France à l'horizon 2015* ». En clair, le plan d'économies de deux milliards d'euros qui engendre les 900 suppressions d'emplois, plus le désengagement de Sanofi du site de Toulouse.

L'ensemble des organisations ont exigé le retrait du plan, ce à quoi le président de Sanofi en France a répondu qu'il n'était pas mandaté pour cela, que dialoguer ne voulait pas dire répondre oui aux demandes des syndicats. Sur ces paroles patronales, toutes les organisations syndicales ont quitté la salle afin de rejoindre le cortège des travailleurs rassemblés rue de la Boétie à Paris, au siège social de Sanofi.

Depuis des années, les restructurations se succèdent : production, recherche, développement, distribution, achats, visiteurs médicaux, administration, tous les secteurs ont été touchés. Le précédent plan d'économies a déjà détruit 4000 emplois dans le groupe. Une fois de plus, Sanofi s'attaque aux emplois pour distribuer toujours plus de dividendes aux actionnaires.

Le site de recherche de Toulouse est particulièrement touché par le plan et chaque semaine, depuis l'annonce le 5 juillet, 250 salariés maintiennent la pression avec les « *jeudis de la colère* ». Dans l'espoir d'un apaisement, Sanofi et le gouvernement ont mis en place une commission qui traitera plus particulièrement du site de Toulouse, ajoutant qu'il y sera maintenu une activité scientifique… très certainement sans Sanofi, ce qui ne satisfait pas les travailleurs.

À ce jour rien n'est réglé. Le 11 octobre, les CCE de la recherche devaient se réunir et cette fois, les organisations syndicales devaient y participer. La mobilisation n'en demeure pas moins et des appels à débrayer et à manifester s'organisent, car seule la mobilisation peut faire reculer Sanofi.

Sanofi, avec ses presque neuf milliards de bénéfices, peut sans problème préserver tous les emplois actuels, tous les sites, et embaucher tous ceux qui y travaillent en contrat précaire.

Correspondant LO

LO

• TRW Ramonchamp – Vosges

Des patrons qui ferment les usines aux frais de la collectivité

TRW et Plastivaloire, deux groupes capitalistes travaillant pour l'industrie automobile, ont volontairement programmé la fermeture de leur site vosgien, condamnant au chômage plus de 400 salariés, dans une vallée déjà largement sinistrée. Comble de l'arrogance, c'est les pouvoirs publics qui vont devoir payer.

L'usine de sous-traitance automobile TRW (312 salariés) implantée à Ramonchamp (Vosges) et dont le principal client est PSA avait été placée en redressement judiciaire au mois de juillet, alors même que le groupe TRW, appartenant à un fonds de pension américain, a enregistré pour l'année 2011 un bénéfice de 1,4 milliard de dollars. L'usine liquidée, le groupe n'aurait même pas à financer un plan social. En effet ce dernier a transformé son site vosgien en « société par actions simplifiée ». Par ce montage juridique, le groupe « *a mis volontairement l'usine en faillite. Il a organisé l'indépendance puis la décroissance du site pour le faire fermer en faisant payer le contribuable* », explique un délégué syndical de l'usine. Dégagé de ses responsabilités, c'est aux pouvoirs publics que revient la charge d'assumer le versement des indemnités de licenciement, par le biais du Fonds national de garantie des salaires. Dès lors TRW (16,2 milliards de dollars de chiffre d'affaires, 60000 salariés dans le monde) pourrait se laver les mains du sort des 312 travailleurs du site de Ramonchamp, sans compter les fournisseurs et sous-traitants de la région, pour qui l'usine représentait le principal client.

Mais l'usine TRW n'est pas un cas isolé. À quelques kilomètres de là, c'est le fabricant de plastique pour l'industrie automobile Plastivaloire, propriétaire de l'usine Cimest (101 salariés), qui, par le même procédé, a également déclaré sa filiale en cessation de paiement. Plastivaloire, qui annonçait plus de 40 millions d'euros de bénéfice net en 2011, s'était vu attribuer onze millions d'euros de subventions du Fonds de modernisation des équipements industriels.

Ces grands groupes capitalistes sont prêts à condamner au chômage et à la misère des centaines de salariés, pour assurer quelques dividendes supplémentaires à leurs actionnaires.

Correspondant LO

• Schaeffler – Calais

Un million d'argent public pour une milliardaire

L'entreprise Schaeffler, qui fabrique des chaînes de transmission automobile, investit vingt millions d'euros pour déménager du centre-ville de Calais en zone franche, dans des locaux un peu plus grands, et pour payer moins d'impôts. De plus, elle demande des subventions pour s'installer. La communauté d'agglomération, de droite, va lui avancer 300000 euros, pour une période de cinq ans et sans intérêt. La région et l'État, dirigés par le PS, vont y ajouter 600000 euros.

En contrepartie, la direction de Schaeffler dit s'engager à conserver les 270 emplois en CDI à Calais pendant la même période et à en créer 50 nouveaux. Même si cette promesse était respectée, il n'en reste pas moins qu'il y avait 600 salariés à Schaeffler Calais en 2003. En 2009, l'effectif était déjà tombé de moitié quand, avec le « plan de redressement » elle en a licencié 110 de plus, tout en fermant le site de l'Isère avec ses 92 emplois.

Depuis trois ans, le « redressement » a signifié l'intensification de l'exploitation. Des licenciés au chômage, qui avaient travaillé comme ouvriers qualifiés parfois plus d'une dizaine d'années dans l'entreprise, y ont été repris aussitôt… comme intérims sous-payés. Malgré la baisse de l'effectif, la production n'a pas baissé, avec près de 24000 mètres de chaîne par jour. Quand l'effectif est revenu au niveau d'avant 2009, la cadence est montée à 28000 mètres.

Pas un euro d'argent public ne devrait aller dans les caisses de Schaeffler. Mais, à la municipalité, à la région, l'UMP et le PS ont défendu l'octroi de l'aide financière. Même le Parti communiste a plaidé pour, émettant seulement une réserve au conseil régional, avec une incitation à « *beaucoup de vigilance* ».

En l'occurrence, l'agent public ne coule pas vers une petite entreprise familiale en difficulté. Maria-Élisabeth Schaeffler est à la tête d'un groupe mondial qui s'est agrandi et enrichi par le rachat d'entreprises, et qui aujourd'hui exploite 74000 salariés dans 51 pays, sur 186 sites.

Sa dernière offensive financière, qui a consisté en 2008 à avaler Continental, le 4e fabricant mondial de pneus, un groupe trois fois plus gros que sa propre société, a été un coup de poker de trop : ne disposant que de trois milliards pour un coût de huit milliards, elle a échafaudé secrètement, en s'associant avec des banques, un montage financier douteux. Le groupe en 2009 s'est retrouvé endetté de 22 milliards d'euros et finalement mis au bord de la faillite. En Allemagne, les larmes de Maria-Élisabeth Shaeffler, quémandant une aide de l'État, avaient alors fait la une des journaux. Mais la conséquence avait été la fermeture d'usines comme celle de Clairoix, dans l'Oise, et le licenciement de ses travailleurs.

Quels que soient les aléas boursiers – la valeur des actions de Continental vient de baisser en ce début d'octobre – Mme Schaeffler n'a rien à craindre pour sa fortune familiale, mère et fils, estimée en 2011 à 10 milliards de dollars et classée au 104e rang mondial. Elle vient d'ailleurs d'engranger d'un coup plus d'un milliard d'euros, en revendant 10 % des actions Continental qu'elle possède.

Schaeffler est un des multiples exemples de l'irresponsabilité totale de la bourgeoisie qui, par sa rapacité, met en danger entreprises et salariés et a encore l'audace de demander – et de recevoir – l'aide des pouvoirs publics !

Correspondant LO

• PSA Aulnay-sous-Bois

Contre la fermeture

Les travailleurs manifestent, le gouvernement envoie sa police

LO

Les travailleurs de l'usine PSA d'Aulnay continuent à se manifester. La direction continue à craindre, avant tout, l'organisation des ouvriers. Dès qu'un rassemblement, une assemblée générale ou une simple réunion a lieu, même sur des temps d'arrêt de travail, les chefs considèrent les ouvriers en grève et leur retirent du salaire.

Cela n'a pas empêché que le jeudi 4 octobre au matin des ouvriers, convaincus que des mutations vers Poissy avaient lieu en douce, ont débrayé et entraîné tout le montage dans la grève en quelques minutes. Après avoir tourné dans l'atelier, ils se sont réunis en assemblée générale puis sont sortis bloquer le rond-point face à l'usine.

Mais ce qui a le plus mobilisé est la préparation de la journée du 9 octobre. Des assemblées générales dans les deux équipes ont décidé d'aller au Salon de l'automobile et à la manifestation parisienne afin de se faire entendre à une échelle plus importante. Les travailleurs en assemblées générales ont décidé aussi de leur organisation et ont tranché sur l'attitude à avoir au Salon.

Montebourg rencontre les syndicats d'Aulnay

Samedi 6 octobre, le ministre Montebourg avait invité les représentants du syndicat SIA d'Aulnay à une rencontre au Salon de l'auto. Puis au dernier moment le vendredi en fin d'après-midi, il s'est décidé à inviter les autres syndicats. À cette réunion, le ministre-comédien a continué à clamer qu'il était du côté des travailleurs et même leur meilleur allié. Mais une fois l'écran de fumée des paroles dissipé, il ne reste rien de concret. À la demande de geler le plan de licenciements de PSA pour permettre justement aux travailleurs de négocier des garanties réelles pour leur avenir, Montebourg ne répond même pas. Comme si le gouvernement ne pouvait rien contre les patrons ! Il pourrait, au minimum, arrêter les millions de subventions qu'il leurs verse en permanence. Voilà un réel moyen de contrainte, mais dont il refuse de se servir.

Une fois encore, le gouvernement démontre qu'il ne veut pas s'opposer aux décisions des patrons.

Montebourg a promis la tenue d'une réunion tripartite… Mais Hollande avait promis la même chose pour courant octobre, avant que Varin ne rejette cette idée. En plus, la première tripartite prévue par Montebourg, devant concerner l'ensemble de PSA, n'est programmée que pour le 25 octobre, ce qui constitue encore un recul. Dans cette réunion, pour l'instant il n'est même pas prévu de discuter des revendications des travailleurs.

Enfin, il faudra encore attendre le 8 novembre pour qu'une réunion tripartite se tienne cette fois sur la question de l'usine d'Aulnay. Et à cette réunion, outre les syndicats, ne seront présents que le préfet - et non le ministre - et un sous-fifre de la direction. Voilà encore une façon de dire aux travailleurs que la direction ne veut toujours rien négocier sérieusement.

Dans la rue le 9 octobre

Mardi 9 octobre au matin, ce sont plus de deux mille travailleurs de l'automobile qui se sont rassemblés devant les grilles du salon de l'auto. De PSA à Renault, en passant par Goodyear, Delphi et bien d'autres sous-traitants automobiles, mais aussi des ouvriers d'ArcelorMittal, de Sanofi, tous étaient venus contester les plans de licenciements qui pleuvent en ce moment sur le monde du travail.

Montebourg n'était pas là pour faire ses discours… mais son gouvernement avait envoyé ses gendarmes mobiles pour empêcher les travailleurs de manifester dans le Salon. Et les CRS n'ont pas hésité à utiliser des gaz lacrymogènes contre les ouvriers. Comme si c'étaient eux les délinquants et pas les patrons qui cassent tout et jettent à la rue des centaines de milliers de travailleurs !

Pour le coup, la leçon était claire. Le gouvernement montre dans quel camp il est ! Cela n'a pas empêché les travailleurs de rejoindre la manifestation CGT de l'après-midi. Un cortège de l'automobile s'est formé aux cris de « *Renault, PSA, même combat* », « *Aujourd'hui dans la rue, demain dans les usines, interdisons les licenciements* ».

Et en effet le seul moyen de faire plier les patrons, de répondre à leurs attaques, ce sera la mobilisation ouvrière, la plus massive et la plus large possible.

Correspondant LO

• Renault-PSA – Hollande et la « compétitivité »

Front commun patrons-gouvernement pour déclarer la guerre aux travailleurs

À l'occasion de sa visite au Salon de l'automobile le 28 septembre, au moment où des milliers de licenciements sont programmés dans cette industrie, Hollande a tenu à adresser un message fort…aux patrons de toute la filière automobile, et derrière eux à tous les autres. « *Ce que demandent les constructeurs et l'ensemble de la filière automobile, c'est un engagement de l'État sur cinq ans, c'est ce que nous allons faire à travers le plan de compétitivité* », a déclaré le président de la République. Mais ce « plan de compétitivité » déjà promis, c'est de la sueur et des larmes pour les salariés, et des milliards de cadeaux pour les patrons.

Les porte-parole des actionnaires de Renault, Carlos Ghosn, et de la famille Peugeot, Philippe Varin, ont bien mis les points sur les « i » à propos de ce qu'ils attendaient du gouvernement. Pour Ghosn, « *la conservation de l'emploi est liée à la compétitivité* » et pour cela : « *Nous avons un problème de coût du travail et nous avons besoin de flexibiliser le travail, notamment dans l'industrie : nous ne pouvons plus continuer comme cela.* » Et c'est son compère Varin, PDG de PSA, qui a indiqué la solution en précisant : « *Si nous arrivions à baisser nos coûts salariaux de 5 à 10 %, ce serait très substantiel pour le groupe.* »

Voilà donc les deux volets de ce qu'attendent les patrons.

Quant à savoir s'ils ont été entendus par le chef de l'État, et avec lui le gouvernement, les uns et les autres n'en doutent pas une seconde. Une réunion à huis clos s'est tenue ce même 28 septembre, dans un bureau du Salon de l'automobile, entre Hollande et les dirigeants de Renault, PSA, Michelin, Valéo. Le PDG de PSA, Varin, a tiré le bilan de cette réunion : « *Nous avons un diagnostic partagé.* » Quant à Ghosn, le PDG de Renault, il a affirmé sa certitude à propos des mesures qu'il attend : « *Je n'ai aucun doute qu'elles seront prises en France dans les mois qui viennent.* »

Baisse des salaires et des ressources, conditions d'emploi encore aggravées, licenciements facilités, voilà ce que concoctent en commun patronat et gouvernement, tout socialiste qu'il se proclame.

P. S.

• L'emploi en Savoie

Plans de licenciements en vue

Le tribunal de commerce de Chambéry vient de publier ses chiffres pour le premier semestre 2012. Il alerte sur une situation de l'emploi déjà dégradée et qui risque de s'aggraver encore d'ici la fin de l'année. Sur les six mois écoulés depuis le premier semestre, ce tribunal relève 21 entreprises mises en sauvegarde, 108 en redressement et 200 en liquidation. Il n'est donc pas étonnant que le chiffre des chômeurs du département, toutes catégories confondues, ait augmenté de 8,5 % d'une année sur l'autre.

Ce tribunal considère qu'il y a 1 012 emplois menacés dans les mois à venir. En effet, les menaces de licenciements en nombre existent, pour ne citer que les plus immédiates, chez le transporteur Jacquemmoz à Modane (350 salariés), à l'usine d'aluminium Rio Tinto de Saint-Jean de Maurienne (400 salariés), à l'usine de véhicules d'incendie Camiva de Saint-Alban-Leysse (171 salariés).

Évidemment, après toutes ces constatations, le tribunal de commerce se contente de suggérer que les entreprises en difficulté « *prennent rendez-vous avec un juge à la prévention* ». Il faudra plutôt que les travailleurs prennent rendez-vous avec la lutte contre les patrons licencieurs.

Correspondant LO

• La Poste-Paris 14

Contre les méthodes de « management »

Coup de colère salutaire

À La Poste, lundi 1er octobre, les agents de la collecte de Paris 14 se sont mis en grève pour deux jours en occupant l'entrée du centre par un piquet.

C'est le comportement choquant du nouveau directeur vis-à-vis d'un collègue encadrant qui a mis le feu aux poudres. Le service de la collecte, situé dans le même immeuble que celui où travaillent les facteurs de l'arrondissement, travaille l'après-midi. Il est constitué d'agents de tri, de transbordement et de chauffeurs qui relèvent le courrier dans les entreprises de plusieurs arrondissements du sud de Paris, de la banlieue avoisinante, ainsi que les boîtes jaunes. Comme partout à La Poste, depuis des années, ils subissent les conséquences des suppressions d'emplois sur leurs conditions de travail et, comme partout à La Poste, depuis quelques mois, suite à plusieurs suicides de postiers sur leur lieu de travail, La Poste communique sur le « grand dialogue » et les décisions de la « commission Kaspar ».

Et c'est en plein « grand dialogue » qu'un encadrant, jugé par la direction locale comme trop proche des agents, a été pris en grippe par le directeur. Cela a fini par se voir, car l'état de santé de ce collègue s'est brutalement détérioré en quelques mois. Du coup, des agents scandalisés ont proposé une réunion où ils se sont retrouvés à plusieurs dizaines. Surpris de se retrouver aussi nombreux, ils ont décidé de se mettre en grève pour dénoncer et mettre fin à ces méthodes dites de « management » et exprimer leur ras-le-bol du sous-effectif permanent.

Suite au préavis de grève déposé par Sud et la CGT, la direction locale, subitement mal à l'aise et essayant de calmer les esprits, a annoncé le recrutement de dix agents (deux en CDI et huit en CDD). Mais c'était trop tard. Le directeur, d'habitude si arrogant, a eu beau changer de ton, dire vouloir discuter de leurs problèmes avec chacun des agents, rien n'y a fait.

Le lundi, 70 % des postiers étaient en grève et une cinquantaine d'entre eux étaient présents au piquet : du jamais vu depuis des années. Les grévistes étaient déterminés à marquer le coup contre les méthodes de la direction. Et quand celle-ci a décidé de faire appel au cours de l'après-midi à une société privée pour faire le travail des grévistes, mal lui en a pris : la grève a continué le lendemain.

Les postiers ont repris mercredi 3 octobre, conscients que dorénavant, face à la direction, il ne faut pas laisser un seul collègue isolé. La réaction collective est le moyen le plus efficace pour la calmer. C'est une leçon précieuse pour l'avenir.

Correspondant LO

• France Telecom – Rennes

Ensemble pour l'embauche des prestataires

Jeudi 4 octobre, au milieu de la zone Rennes-Atalante, un rassemblement était organisé à l'initiative des organisations syndicales pour demander l'embauche des prestataires par le groupe France Télécom.

Tous les mois depuis le début d'année, une manifestation regroupe ainsi des salariés du groupe et des salariés prestataires, toujours avec un certain succès. Plus d'une centaine de collègues se sont ainsi retrouvés, rejoints par une délégation de salariés de Technicolor.

Sous un soleil radieux, le rassemblement a été l'occasion de discuter dans une ambiance fraternelle et festive de ce que chacun vit dans son entreprise. Cela a été l'occasion de se rendre compte, à travers toutes les situations, que les patrons pratiquent la même politique de réduction des coûts sur le dos de toutes les catégories de salariés, avec à la clé des suppressions de postes et des collègues surchargés de travail. Chantage à l'emploi, mise en concurrence des uns avec les autres, à chaque fois les mêmes ficelles sont utilisées pour tenter de faire accepter aux salariés les conséquences de la course au profit.

Ce n'est pas parce que le rapport de force leur est défavorable aujourd'hui que les salariés acceptent les mauvais coups et sont d'accord avec ce que les patrons leur imposent. En contribuant à resserrer les liens entre des collègues qui travaillent dans la même zone, ce rassemblement a fait ressentir mieux que de longs discours les intérêts communs qui sont partagés par tous face aux attaques qui se multiplient.

Ce rassemblement a donc regonflé le moral des participants en vue des luttes à venir

Correspondant LO

Une manifestation contre la précarité chez Orange.

LO

• Hôpital de Nanterre (Hauts-de-Seine)

La direction « lance » son plan de restructuration

La direction de l'hôpital de Nanterre a convoqué l'ensemble des syndicats le 20 septembre à la réunion de lancement de son plan de restructuration voulu par l'ARS (Agence régionale de santé).

Ce plan vise au transfert de services de l'hôpital de Nanterre vers l'Assistance publique et le regroupement hospitalier du Pôle Paris-Nord-Val-de-Seine avec l'hôpital Louis-Mourier de Colombes.

L'arrivée de la gauche au pouvoir avait donné quelques espoirs aux usagers et militants syndicaux participant au comité de défense et de modernisation de l'hôpital piloté par les élus locaux de gauche en faveur d'un projet médical alternatif. Mais le comité de défense n'apparaît plus depuis la remise d'une pétition de 6 000 signatures au conseil d'administration en juillet 2012 en faveur du plan alternatif. Et les élus locaux non plus.

La directrice, arrivée en début d'année après la restructuration de l'hôpital de Juvisy-sur-Orge, tenait à annoncer ces transferts et regroupements aux organisations syndicales lors d'une intersyndicale, renforcée pour l'occasion par de nombreux militants. Elle ne s'est pas privée de mettre en avant des mesures dignes d'un véritable plan social qui ne disait pas son nom : aide à la mobilité géographique dans le public et le privé, action de conversion, indemnité de départ volontaire (un an de salaire pour plus de dix ans de carrière, avec un plafond limité à 45 000 euros).

En outre, le plan prévoit de mettre en place un comité technique chargé de retrouver des emplois, une cellule d'orientation, et d'établir un plan de communication pour le personnel. Un cabinet spécialisé se chargera de la cellule d'orientation, baptisée Espace mobilité, animée par deux consultants. Cette cellule s'installe, sans consultation des intéressés, à la place d'un service administratif déménagé manu militari.

La CGT a interpellé la direction, qui entend dès maintenant réduire les services supports (hygiène, labo, pharmacie, services techniques et administratifs) en prétendant que le futur projet médical n'est pas encore défini.

Quatre jours plus tard, lors de l'assemblée générale organisée par l'intersyndicale, les mesures annoncées ont sonné comme un coup de massue pour la centaine de personnes présentes sur les 1 500 salariés de l'hôpital, et plus encore pour ceux qui croyaient à un plan alternatif. La direction souhaite visiblement éviter toute perturbation et toute réaction collective face à son plan de restructuration. C'est pourtant bien ce qui est à souhaiter : que la colère des usagers et des salariés vienne remettre en cause cette casse du service public annoncée.

Correspondant LO

Erratum

Dans *Lutte Ouvrière* du 5 octobre, dans notre article sur le budget de la Sécurité sociale, page 5, nous parlions de la ministre Marisol Touraine voulant « *trouver 657 milliards d'euros à l'hôpital* » soit plus de deux fois le budget de l'État. Il s'agissait évidemment de 657 millions d'euros... et c'est déjà beaucoup ! Nos excuses à nos lecteurs.

• Fralib – Aubagne (Bouches-du-Rhône)

Deux ans de lutte contre la fermeture de l'usine

Mardi 2 octobre, le délégué CGT au comité d'entreprise de Fralib à Aubagne, en banlieue de Marseille, devait pour la seconde fois se défendre devant le tribunal de Nanterre pour des « atteintes à l'honneur de la marque », parce qu'il a dénoncé notamment l'évasion fiscale vers la Suisse pratiquée par Unilever et l'utilisation de produits chimiques pour aromatiser les sachets d'infusion.

Au Salon de l'automobile, samedi 29 septembre, les travailleurs de Fralib sont venus dire leur colère en même temps que les travailleurs de l'automobile.

Ils avaient célébré la veille leurs deux ans de lutte contre la fermeture de l'usine décrétée en septembre 2010 par le groupe Unilever. Il s'agissait pour la direction de ce groupe, qui rien qu'en 2011 a engrangé 4,5 milliards d'euros de bénéfices, de transférer la production de sachets de thé et d'infusions sur d'autres sites et de fermer l'usine d'Aubagne, en détruisant 180 emplois.

Les dirigeants, pour qui cette fermeture ne devait être qu'une formalité, sont tombés sur un obstacle, car les travailleurs n'ont cessé de s'y opposer. Ils ont distribué des tracts sur les marchés, dans les centres commerciaux, organisé des péages gratuits, occupé l'usine à deux reprises de crainte du déménagement des machines par la direction. Ils ont obtenu de la justice à deux reprises la condamnation de la fermeture, car Unilever n'avait même pas respecté les formes légales. Ils se sont rassemblés devant les tribunaux, les commissariats et les gendarmeries, les nombreuses fois où la direction a porté plainte contre certains d'entre eux, à qui Unilever reprochait d'avoir résisté aux interventions des gros bras employés par une société de vigiles pour expulser les ouvriers qui occupaient l'usine.

L'usine est actuellement encore occupée, et la CGT défend l'idée de la poursuite de son activité sous la forme d'une SCOP, une coopérative ouvrière. 80 des 180 salariés licenciés sont prêts à y travailler, et demandent qu'Unilever leur cède la marque L'Éléphant et leur fournisse des commandes suffisantes pendant trois ans, ce qu'Unilever refuse tout net.

La CGT rappelle leurs engagements à Montebourg et à Hollande notamment, qui s'étaient rendus sur place et avaient dit vouloir s'opposer à la fermeture. Mais il y a quelques jours Montebourg, à présent ministre du Redressement productif, a déclaré ne pas avoir le pouvoir de réquisitionner une marque.

La seule force des travailleurs, c'est leur détermination et leur solidarité, qui restent intactes après deux ans. C'est ainsi qu'ils pourront faire payer Unilever, qu'ils ont d'ailleurs déjà obligé à augmenter de plusieurs dizaines de milliers d'euros les indemnités de licenciement.

Correspondant LO

LO

• Guy Dauphin Environnement Rocquancourt (Calvados)

Un plan de licenciements qui ne passe pas

À Guy Dauphin Environnement, la direction a décidé de déménager tous les travaux de gestion qui se faisaient à Rocquancourt, à vingt kilomètres de Caen, vers Montoir-de-Bretagne, près de Nantes. Les 76 travailleurs dont les postes déménagent seraient licenciés.

Pourtant l'entreprise a de l'argent : numéro deux français du traitement des déchets, elle fait de l'or avec les ordures et surtout avec l'argent public des collectivités clientes.

La direction affiche un mépris appuyé du personnel, elle se refuse même à respecter les procédures des plans de licenciements. Elle veut que chaque salarié concerné accepte de rompre son contrat en échange d'une indemnité minime, et la menace plane, si ce chantage du patron ne marche pas, que les travailleurs soient licenciés neuf par neuf, juste en dessous du seuil des « plans de sauvegarde de l'emploi », bien mal nommés mais qui sont au moins encadrés juridiquement.

Par conséquent, les travailleurs multiplient les actions : manifestations à Pôle emploi, au stade de Caen pour attirer l'attention sur l'argent de Guy Dauphin Environnement, premier sponsor du club local. Mercredi 3 octobre, un rassemblement était organisé à l'occasion d'une rencontre en préfecture. Les banderoles sur la place ont été remarquées. Autant dire que le patron n'en a pas fini avec les salariés de Rocquancourt.

Correspondant LO

• JPM – Moulins (Allier)

Les travailleurs se défendent

Mardi 9 octobre, un rassemblement avait lieu dans la cour de l'usine JPM de Moulins qui fabrique des clés et serrures. Des travailleurs de Potain, Carrefour, Bosch, de l'EDF, des cheminots, des enseignants… étaient venus soutenir les salariés en lutte contre la fermeture de leur usine.

C'est le 21 juin dernier que le groupe Assa Abloy, propriétaire de JPM, au cours d'une réunion soi-disant prévue pour le GPEC (gestion prévisionnelle des effectifs et des compétences) a fait annoncer par une intérimaire de luxe, spécialisée dans les fermetures d'entreprise et embauchée spécialement pour cela, ce qu'elle a appelé une « reconfiguration », c'est-à-dire la fermeture de l'usine et 162 licenciements.

En 2009, il y avait déjà eu un plan de 163 licenciements. Le groupe Assa Abloy expliquait « *qu'il ne voulait plus de copeaux* » dans ses usines européennes et qu'elles allaient devenir seulement des usines d'assemblage. Les ateliers Presses, Peinture, Traitement de surface étaient fermés. La direction avait expliqué à l'époque que « *cela devait pérenniser l'entreprise* ».

Maintenant, elle reproche à l'usine de Moulins d'être trop grande et de ne pas faire assez de chiffre d'affaires. Pourtant le bénéfice de l'usine est de 14 %, mais cela ne suffit pas : la direction a décidé qu'il fallait faire du 22 %.

La direction propose aussi de transférer la production dans l'usine Vachette près de Troyes, qui appartient aussi à Assa Abloy. Mais ce qu'ils appellent « un plan social » est aussi en préparation à Troyes, avec la perte de l'outil de production.

Multinationale suédoise, Assa Abloy, qui possède des usines dans le monde entier, s'est réorganisé sur le dos des travailleurs depuis longtemps. Le plan de licenciements de 2009 a été payé sans problème et l'entreprise se vante de n'avoir aucune dette. En 2006, elle s'est débarrassée de l'usine La Perche, qu'elle avait achetée quelques années auparavant en licenciant 180 travailleurs.

Pour l'instant, la direction n'a rien annoncé concernant les indemnités et les éventuelles mutations pour Troyes. L'intersyndicale a fait paraître dans la presse une petite annonce : « *Usine rentable cherche repreneur* ». Même si un repreneur se présentait, tout le monde sait qu'Assa Abloy ne veut pas vendre. Mais cela a fait bouger la presse et tout le monde était content de voir TF1, LCI, RTL, FR3 s'intéresser au sort des travailleurs de Moulins. Sauf le DRH, en CDD, qui a fait sortir les journalistes qui stationnaient dans la cour !

À chaque débrayage, quasiment tout le monde est dehors. Comment peut-on mettre 162 travailleurs à la porte alors que l'usine fait des bénéfices, alors qu'il n'y a jamais eu autant de travail ? Le cri du cœur est : « C'est vraiment des salauds, ils ne pensent qu'à leur portefeuille ! »

Correspondant LO

• Traité européen

Pour les travailleurs, les priorités sont ailleurs

Le traité de stabilité monétaire européen a été validé le 9 octobre par le vote du Parlement et la majorité socialiste.

Ayrault et Hollande se réjouissent de n'avoir pas eu besoin des voix de la droite pour atteindre la majorité. Il n'empêche que la plupart des députés UMP ont joint leur vote à ceux des députés socialistes. Et pour cause, expliquent-ils, car ce traité avait été conçu et approuvé par 25 chefs d'État et de gouvernement des pays de l'Union européenne en mars 2012, dont Sarkozy, le président de la République d'alors, et rien n'y était modifié.

La convergence entre la droite et les socialistes sur ce texte est certes politiquement significative. Mais cette convergence des politiques se manifeste sur bien d'autres aspects. Ainsi celui, tout aussi choquant, qui caractérise l'action de Valls dans sa chasse aux Roms par exemple, ou celui d'un Montebourg qui avalise les plans dits sociaux, les uns après les autres.

Ceci dit, qu'est-ce que l'adoption de ce traité va changer pour les travailleurs et les classes populaires ? Ce pourrait être le renforcement de l'austérité ainsi codifiée à l'échelle européenne, s'inquiètent certains qui, de Mélenchon à une partie de l'extrême gauche, mènent campagne contre son adoption et réclament de François Hollande qu'il organise un référendum sur cette question. Mais aujourd'hui, ce traité adopté, qu'est-ce que cela change ?

Tout au plus cette adoption peut fournir un argument de plus pour tenter de justifier la politique d'austérité. Mais c'est bien mince car, traité ou pas, cette austérité, le gouvernement l'impose déjà rudement. Tout comme les gouvernements espagnol, grec, portugais ou italien, tout comme le gouvernement britannique qui, lui, n'a pas voulu signer ce texte. Mobiliser contre ce traité serait une première étape, qui en permettrait d'autres, argumentent ceux qui militent en faveur d'un référendum et du « non ». Sauf que les objectifs d'une telle mobilisation ne sont pas clairs. Ne serait-ce que parce que le Front national lui aussi est dans la course, au nom de la défense de la souveraineté nationale, argument que l'on retrouve aussi dans les rangs de ceux qui militent pour un « non » de gauche à ce traité. Sans compter, et c'est l'essentiel, que le problème n'est pas de dénoncer l'Europe ou Merkel comme responsables des licenciements et du chômage, ici en France. Les responsables ne sont pas si loin, ils sont à notre portée, leurs usines sont en France : ce sont ceux qui suppriment les emplois et qui bloquent les salaires. Ce sont les Varin, et derrière lui, la richissime famille Peugeot. Ce sont des gens comme Pinault, qui envisage de revendre un pan de son empire, la Fnac, avec les suppressions d'emplois que cela annonce.

Les objectifs qu'il faut proposer aux travailleurs, aux classes populaires, parce qu'ils sont au cœur de leurs préoccupations, sont la défense de leur emploi et la défense de leur pouvoir d'achat. L'approfondissement de la crise n'autorise aucune diversion.

Jean-Pierre VIAL

• Grèce

L'austérité continue ses ravages

Mardi 9 octobre, la chancelière allemande Angela Merkel est venue quelques heures en Grèce discuter avec le Premier ministre Antonis Samaras, chef du gouvernement de coalition de droite (Nouvelle démocratie) et de gauche (Pasok et Gauche démocratique).

Actualutte.com

Pour la circonstance, le gouvernement grec avait mobilisé 6 000 policiers – tireurs d'élite, brigade antiémeute – 300 garde-côtes, et fait vider les rues du centre d'Athènes. Plus de 40 000 manifestants se sont tout de même rassemblés non loin de l'Assemblée, les uns à l'appel des syndicats du privé (GSEE) et du public (Adedy) auxquels s'étaient joints des représentants de Syriza (Coalition de la gauche radicale), les autres à l'appel du syndicat PAME et du parti communiste (KKE).

Il paraît que cette visite voulait exprimer le soutien d'une Merkel « amie de la Grèce ». Mais les milliers de manifestants athéniens, et une bonne partie des Grecs, y ont plutôt vu une provocation. Les financiers et les politiciens allemands sont en effet considérés comme le noyau dur des créanciers et des partisans des mesures d'austérité qui écrasent la population, même si cette responsabilité est largement partagée par tous les banquiers et les chefs de gouvernement – et le gouvernement français n'est pas en reste – qui conditionnent « l'aide » financière aux « efforts » faits par la Grèce pour « réformer » son économie et son administration.

Depuis juin, le gouvernement grec attend le déblocage d'une tranche de 31,5 milliards d'euros, en échange desquels la Troïka (l'Union européenne, la Banque centrale européenne et le FMI) réclame de nouvelles mesures propres à asphyxier encore davantage la population : réduction supplémentaire des salaires et des retraites pour 2013, semaine de travail de six jours au lieu de cinq, suppression envisagée des allocations familiales, etc. ainsi que la mise en œuvre des privatisations. Un certain nombre de grandes sociétés s'impatientent en effet devant le retard que prend la privatisation de l'Opap, (organisme de paris sportifs). Mais elles regardent aussi vers celle des ports, des services des eaux, de l'énergie.

Ce sont autant de sujets qui ont sans doute également motivé la visite de Merkel, comme le notait la presse grecque. Les grandes sociétés allemandes s'intéressent de près aux investissements dans l'énergie électrique, au projet Hélios (panneaux photovoltaïques), à l'ancien aéroport d'Athènes, à la société de chemin de fer Trainose, et à toutes sortes de terrains propres à des équipements touristiques. Mais elles ne sont pas seules et il s'agit de se placer très vite.

Tout cela se déroule au milieu de scandales divers, comme la disparition d'une liste d'hommes d'affaires et de politiciens grecs ayant jugé bon de faire évader leurs capitaux vers la Suisse. La population, elle, continue à survivre – et encore pas toujours – dans des conditions catastrophiques, avec des prix parmi les plus élevés d'Europe selon les dernières statistiques d'Eurostat, un chômage à 24 %, des salaires en baisse d'au minimum 30 % mais souvent de bien plus, et des services publics délabrés : les médecins et même les juges et les procureurs font des grèves à répétition, sans parler des travailleurs des transports.

La médecine administrée par les dirigeants européens, comme Merkel ou Hollande, mais aussi par les dirigeants grecs eux-mêmes, est en train de tuer le malade, mais celui-ci n'est pas prêt à se laisser faire.

Sylvie MARÉCHAL

• Ridicule

Qui a volé le pain au chocolat de Copé ?

Jean-François Copé en a sorti une nouvelle. Pour illustrer ses propos sur le « *racisme anti-Blancs* », il a parlé du ramadan, indiquant comprendre l'exaspération de certains de ses « compatriotes », « *pères ou mères de famille rentrant du travail le soir et apprenant que leur fils s'est fait arracher son pain au chocolat à la sortie du collège par des voyous qui lui expliquent qu'on ne mange pas pendant le ramadan* ».

On ne sait pas où Copé est allé chercher des affirmations aussi ridicules. Reste que, accusé par ses concurrents politiques d'instrumentalisation électoraliste, il a réitéré le lendemain, en disant que l'« émoi » provoqué par ses propos venait de « *la gauche bien-pensante, qui donne des leçons sans jamais voir ce qui se passe sur le terrain* ».

Les réactions dans les rangs de l'UMP notaient surtout l'erreur stratégique de Copé. Ces gens-là calculent leurs propos en fonction de ce que leur disent leurs conseillers en communication. Qu'ils contribuent à renforcer des préjugés de plus en plus crasses dans la tête de ceux qui les écoutent est le moindre de leurs soucis. Le pain au chocolat de Copé est carrément dégueu.

D. M.

Réunion publique Lutte Ouvrière à Evreux

Samedi 20 octobre à 15 heures

1er étage de la Halle des expositions

26, avenue du Maréchal-Foch

Lutte Ouvrière - Directeur de publication : Michel Rodinson - Commission paritaire n° 1014 C 85576